

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 85

14 janvier 2013

SOMMAIRE

Accumalux	4063	Lecorsier Finance S.A.	4077
Accumalux Mold Technology	4057	Les Vieux Oliviers	4077
AGK Dental S.A.	4063	LM Trust S.A.	4076
Air 1 International S.A.	4056	LT Fund Investments	4036
Akta S.A.	4056	Maega S.A.	4073
Albert Schmit S.A.	4059	Maflor	4073
ALcontrol Investors (Luxembourg) S.à r.l.	4056	Mallard S.A.	4076
Ambolt S.A.	4036	Marsch & McLennan Companies Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	4077
Andersun S. à r.l.	4034	Maxim Pasta S.à r.l.	4076
Areoto S.A.	4067	May Fixation S.à r.l.	4074
Argenlux s.à r.l.	4068	MD SKIN Solutions Sarl	4076
Aries Holding S.à r.l.	4068	MedVest	4057
ARRI Rental Deutschland GmbH succursale Luxembourg	4063	Melchior CDO I S.A.	4075
Art Works Sarl	4069	Metis Group S.à r.l.	4078
Atiken Lux Invest S.A.	4068	Metis Holding S.à r.l.	4075
Azzurinvest S.A.	4068	METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.à r.l.	4064
Baumann and Partners Sicav	4069	Microfinance European Rolling Loans Fund S.A.	4075
B.D.M. Invest S.A.	4069	Mohawk Finance S.à r.l.	4074
B.D.M. Invest S.A.	4069	Mohawk Foreign Holdings S.à r.l.	4074
Bem Servir S.à r.l.	4069	Mohawk Unilin Luxembourg S.à r.l.	4078
Bru II Venture Capital Fund, S.C.A., Sicar	4070	Mortgage Opportunities I Lux S.à r.l.	4073
Charterhouse Capri I	4034	Ökumenische Friedenskirche der Ewigen Ruhe	4053
Economic Development S.A.	4080	Pure Estate S.A.	4059
EECF Istra S.à r.l.	4071	Rebello's 75	4079
EECF Istra S.à r.l.	4071	Retail Equity Holding S.A.	4078
Energylux	4070	RigNet Global Holdings	4079
Esplanade Ventures S.à r.l.	4072	Rockspring TransEuropean Properties V Swiss S.à r.l.	4080
Este Europe S.à r.l.	4070	Rodange B Lotissement S.A.	4080
Etablissement Trican S.A.	4070	Sancopia Portfolios-A S.à r.l.	4034
EuroMedic Beteiligungen A.G.	4071	Silverdal S.à r.l.	4079
Faci International	4034	Watson Pharmaceuticals, Inc. SCS	4057
Financière de Saint Jacques S.A.	4073		
Financière Forêt S.à r.l.	4072		
K5 Holdings A.G.	4074		

Andersun S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7525 Mersch, rue de Colmar-Berg.
R.C.S. Luxembourg B 134.870.

Je vous prie de noter par la présente ma démission de mon poste de gérante technique de votre société ANDERSUN Sàrl

No RCS Luxembourg B134870, et ce, avec effet à ce jour
Strassen, le 05.12.2012.

Zhou min.

Référence de publication: 2012158634/11.

(120209510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Charterhouse Capri I, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 114.347.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2011 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 13 juillet 2012, sous la référence L120120551 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 novembre 2012.

Référence de publication: 2012160892/12.

(120212572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Sancopia Portfolios-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 168.561.

EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'associé unique en date du 26 novembre 2012:

1. La démission de Monsieur Richard Dominic SHELTON, de son mandat de gérant de la société, a été acceptée avec effet immédiat.

2. La personne suivante a été nommée en tant que nouveau gérant de la société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Mirko FISCHER, né le 6 mai 1975 à Gelsenkirchen, Allemagne, avec adresse professionnelle au 11-13, Boulevard de la Foire, L- 1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012158508/20.

(120209488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Faci International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 104.017.

L'an deux mille douze, le vingt novembre.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Stéphan CROMBACK, gérant de fortune, né à Neuilly-sur-Seine (France), le 12 mai 1967, demeurant au Avenue du Vivier d'Oie 19, B-1000 Bruxelles, Belgique,

ici représenté par Madame Séverine HACKEL, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

I.- Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Le comparant est seul et unique associé de la société à responsabilité limitée «FACI INTERNATIONAL», ayant son siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg (la «Société»), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.017, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, le 05 novembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 62 du 21 janvier 2005. Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du prédit notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, en date du 5 novembre 2012 non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II.- Le comparant agissant en sa qualité de seul associé de la Société et représentée comme mentionné ci-avant, reconnaissant être parfaitement au courant des résolutions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1) Réduction du capital souscrit de la Société d'un montant de deux millions sept cent mille Euros (EUR 2.700.000,-) par annulation de cent huit mille (108.000) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune et par remboursement de ce montant de deux millions sept cent mille Euros (EUR 2.700.000,-) à l'associé unique.

2) Fixation du capital de la Société à un montant de deux millions quatre cent vingt-deux mille neuf cents Euros (EUR 2.422.900,-) représenté par quatre-vingt-seize mille neuf cent seize (96.916) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

3) Modification de l'article 6 premier alinéa des statuts de la Société, afin de refléter la réduction de capital ci-dessus.

4) Pouvoirs à conférer aux gérants pour mettre en oeuvre les décisions à prendre sur les points 1) à 3).

5) Divers.

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes.

Première résolution

L'associé unique décide de réduire le capital souscrit de la Société d'un montant de deux millions sept cent mille Euros (EUR 2.700.000,-) par annulation de cent huit mille (108.000) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune et par remboursement de ce montant de deux millions sept cent mille Euros (EUR 2.700.000,-) à l'associé unique.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer le capital social de la Société à un montant deux millions quatre cent vingt-deux mille neuf cents Euros (EUR 2.422.900,-) représenté par quatre-vingt-seize mille neuf cent seize (96.916) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'associé unique décide de modifier l'article 6 premier alinéa des statuts de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

Art. 6. Premier alinéa. Capital social. «Le capital social de la Société est fixé à deux millions quatre cent vingt-deux mille neuf cents Euros (EUR 2.422.900,-) représenté par quatre-vingt-seize mille neuf cent seize (96.916) parts sociales d'une valeur de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune».

Quatrième résolution

L'associé unique confère aux gérants tous pouvoirs pour mettre en oeuvre les décisions entreprises.

Les gérants sont notamment autorisés et mandatés à effectuer le remboursement du capital à l'associé unique, à fixer la date et toutes autres modalités de ces paiements et à prendre toute autre mesure nécessaire et utile en relation avec les décisions prises ci-dessus.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. HACKEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 novembre 2012. LAC/2012/55184. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Luxembourg, le 3 décembre 2012.

Référence de publication: 2012158226/65.

(120208789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Ambolt S.A., Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 152.942.

—
EXTRAIT

Il est à noter que l'adresse de M. Jarle NORMAN-HANSEN, Administrateur de catégorie A de la Société, est désormais au 43, Avenue du Bois, L-1251 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Ambolt S.A., SICAV-SIF

Un mandataire

Référence de publication: 2012161430/14.

(120213634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

LT Fund Investments, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 173.154.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve,

on the twenty-sixth day of November,

Before the undersigned Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. SCM LT General Partner S.à r.l., a private limited liability company having its registered office at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated under Luxembourg law pursuant to a deed dated 8 October 2012, acting as Unlimited Shareholder; and,

2. Tapiola Mutual Pension Insurance Company, an insurance company incorporated under the laws of Finland with its registered office at Revontulenkujä 1, Espoo, Tapiola, Finland, acting as Limited Shareholder.

All represented by Mr Tobias Lochen, Rechtsanwalt, professionally residing in Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions), which they declared to organize among themselves.

Preliminary title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"1915 Law" means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as may be amended from time to time.

"2007 Law" means the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended from time to time.

"Accounting Currency" means the currency of consolidation of the Fund as defined in the Issue Document.

"Affiliate" means in respect of an Entity, any Entity directly or indirectly controlling, controlled by, or under common control with such Entity. In respect of Tapiola, Affiliate shall also mean each of Keskinäinen Vakuutusyhtiö Tapiola (Finnish business identity code 0211034-2), Keskinäinen Eläkevakuutusyhtiö Tapiola (0201103-7) and Keskinäinen Henkivakuutusyhtiö Tapiola (0201319-8) and each Affiliate of any of the foregoing.

"Article" means an article of these Articles of Incorporation.

"Articles of Incorporation" means these articles of incorporation of the Fund, as the same may be amended from time to time.

"Auditor" means any duly appointed auditor of the Fund.

"Board" means the board of managers of the General Partner.

"Business Day" means a day on which banks are open for business in Luxembourg.

"Central Administration Agent" means any Entity duly appointed as central administration agent of the Fund.

"Class(es)" means one or more classes of Ordinary Shares that may be available in each Sub-Fund, whose assets shall be commonly invested according to the Investment Objective of that Sub-Fund, but where a specific sales and/or re-

demption charge structure, fee structure, distribution policy, target Investor, denomination currency or hedging policy may be applied as further detailed in the relevant Special Section.

"Closing" means a date determined by the General Partner by which Subscription Agreements (in relation to the issuance of Ordinary Shares of a Sub-Fund) received by the General Partner may be accepted.

"Commitment" means the commitment to subscribe for Ordinary Shares of a Class in a Sub-Fund up to a maximum amount, which an Investor has consented to the Fund pursuant to the terms of a Subscription Agreement.

"CSSF" means the Luxembourg supervisory authority for the financial sector, Commission de Surveillance du Secteur Financier, or any successor authority from time to time.

"Depository" means any credit institution within the meaning of Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be duly appointed as depository of the Fund in accordance with these Articles of Incorporation.

"Defaulting Investor" means any Investor declared defaulting by the General Partner.

"Draw Down" means the drawing of Commitments by the General Partner via a Funding Notice.

"Entity" means a corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity.

"Euro" or "EUR" means the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty on the Functioning of the European Union, as amended.

"Final Closing" means, with respect to a Sub-Fund which operates with several Closings, the last date determined by the General Partner by which Subscription Agreements may be accepted by the General Partner in accordance with the Issue Document.

"Financial Year" means the calendar year, i.e. the 12 months period beginning on 1 January of each year and ending on 31 December of the same year, provided that the first Financial Year of the Fund shall begin on the day of creation of the Fund and end on 31 December 2012 – and the last Financial Year of the Fund shall end on the date of the final liquidation distribution of the Fund.

"First Closing" means, with respect to a Sub-Fund which operates with several Closings, the first date determined by the General Partner by which one or more Subscription Agreement(s) have been received and accepted by the General Partner.

"Fund" means LT Fund Investments, a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) -specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) incorporated as a partnership limited by shares (société en commandite par actions); for the purpose of these Articles of Incorporation, "Fund" shall also mean, where applicable, the Fund represented by the General Partner.

"Fund Documents" means the following documents:

- The Issue Document;
- The Articles of Incorporation;
- The Subscription Agreement(s); and
- The annual reports issued by the Fund.

"Funded Commitments" means the sum of contributions made by an Investor in respect of its Commitment.

"Funding Notice" means a notice whereby the General Partner informs the relevant Investors of a Draw Down and requests such relevant Investors to pay to the relevant Sub-Fund a percentage of their Unfunded Commitments against an issue of Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund and Class.

"Fund Management Agreement" means the management agreement concluded between the Fund and the Management Company.

"General Partner" means the Unlimited Shareholder (associé commandité) of the Fund.

"Gross Asset Value" means the value of the investments directly or indirectly held by the relevant Sub-Fund, including, for the avoidance of doubt, cash and cash equivalents held by such Sub-Fund.

"Indemnatee" has the meaning ascribed to it in Article 34.

"Investment Advisor" means any Entity as may be duly appointed as investment advisor of one or several Sub-Funds by the Management Company, pursuant to the provisions of the relevant Investment Advisory Agreement.

"Investment Advisory Agreement" means any investment advisory agreement in respect of one or several Sub-Funds.

"Investment Advisory Fee" means the fee the Investment Advisor receives as remuneration for its advisory services as further described in the Investment Advisory Agreement.

"Investment Objective" means the investment objective of the Fund and of the Sub-Funds, as set out in the Issue Document.

"Investment Policy" means the investment policy of the Fund and of the Sub-Funds, as set out in the Issue Document.

"Investment-Related Expenses" means all reasonable fees, costs and expenses charged by lawyers, tax advisors, accountants, valuers and other professional advisers appointed by the General Partner, the Management Company or the

Investment Advisor (or any of their Affiliates), and all other fees, costs and expenses incurred in relation to the acquisition, holding and disposal of investments of the Sub-Fund (whether or not the respective transaction is consummated).

"Investor" means a Well-Informed Investor who has signed a Subscription Agreement, which has been accepted by the General Partner, or who has acquired any Ordinary Shares from another Investor through the formal transfer process described in Article 8.

"Investor Consent" means (i) for as long as Tapiola remains the sole Investor, the written consent or request, as applicable, of Tapiola or (ii) where the Fund has more than one Limited Shareholder, the written consent or request, as applicable, of Limited Shareholders (other than a Defaulting Investor) together representing 66.66 per cent or more of the total Ordinary Shares in issue, and including Tapiola.

"Issue Document" means the Issue Document of the Fund as the same may be amended from time to time.

"Limited Shareholder" means a holder of Ordinary Shares (actions ordinaires), whose liability is limited to the amount of its contribution to the Fund; in addition, Limited Shareholders are contractually liable towards the Fund up to the amounts committed in their respective Subscription Agreements.

"Luxembourg" means the Grand Duchy of Luxembourg.

"LuxGAAP" means the generally accepted accounting principles in Luxembourg.

"Management Company" means any duly appointed management company of the Fund.

"Management Company Fee" means the fee the Management Company receives as remuneration for its management services as further described in the Fund Management Agreement.

"Management Fee" means the fee the General Partner receives as remuneration for its management services.

"Management Share" means the management share (action de commandité) held by the General Partner in the share capital of the Fund in its capacity as Unlimited Shareholder (associé commandité).

"Net Asset Value" or "NAV" means the net asset value, as determined in accordance with Article 10.

"Net Asset Value per Share" means the net asset value per Share of the relevant Sub-Fund and Class, as determined in accordance with Article 10.

"Offer Period" means the period starting with the First Closing and ending with the Final Closing, if a Sub-Fund operates with more than one Closing.

"Ordinary Shares" means the ordinary shares (actions ordinaires) held by the Limited Shareholders (associés commanditaires) in the share capital of the Fund.

"Organisational Expenses" means out-of-pocket costs and expenses incurred by the Investment Advisor, the General Partner, the Management Company and any of their Affiliates for the purposes of structuring and establishing the Fund and the relevant Sub-Funds, including, for the avoidance of doubt, but not limited to the fees and expenses of legal and tax advisors engaged in connection therewith.

"Paying Agent" means any Entity duly appointed as paying agent of the Fund.

"Prior Investor" means any Investor in the relevant Class and Sub-Fund to whom Ordinary Shares have been issued by said Class and Sub-Fund before new Ordinary Shares were issued to Subsequent Investors in such Class and Sub-Fund.

"Prohibited Person" means any Entity, if in the sole opinion of the General Partner, the holding of Shares by such Entity may be detrimental to the interests of the existing Investors or of the Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax or other regulatory disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any natural person, any U.S. Person, any person if the ownership of Shares by such person prevents the Fund or any Sub-Fund from complying with the requirements of the U.S. Hiring Incentives to Restore Employment Act, and any Investor which does not meet the definition of Well-Informed Investor and any categories of Well-Informed Investors as may be determined by the General Partner.

"Reference Currency" means the currency of denomination of a Sub-Fund as specified in the Special Section.

"Registrar and Transfer Agent" means any Entity duly appointed as registrar and transfer agent of the Fund.

"Relevant Person(s)" has the meaning ascribed to it in Article 16.

"Shareholder" means any holder of Share(s) of any Class of any Sub-Fund, i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be.

"Shares" means shares of any Class of any Sub-Fund in the capital of the Fund, including the Management Share held by the General Partner and the Ordinary Shares held by the Limited Shareholders.

"SICAV" means a Luxembourg Société d'Investissement à Capital Variable.

"SICAV-FIS" means Luxembourg Société d'Investissement à Capital Variable Fonds d'Investissement Spécialisé.

"SIF" means specialised investment fund as defined in the 2007 Law.

"Special Section" means the special section of the Issue Document, detailing the different Sub-Funds.

"Sub-Fund" means any sub-fund of the Fund.

"Sub-Investment Advisor" means, in respect of a Sub-Fund, any subinvestment advisor of such Sub-Fund as specified in the Special Section, if any, or such other person as may subsequently be appointed as sub-investment advisor of one or several Sub-Funds by the Investment Advisor, pursuant to the provisions of the Investment Advisory Agreement.

"Subscription Agreement" means the agreement entered into between an Investor and the Fund by which:

- the Investor commits himself to subscribe for Ordinary Shares of a Sub-Fund for a certain maximum amount, which amount will be payable to the relevant Sub-Fund in whole or in part against the issue of Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund and Class when the Investor receives a Funding Notice; and
- the General Partner commits itself to issue fully paid Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund and Class to the Investor to the extent that the Investor's Commitment is called up and paid.

"Subscription Price" means the price at which the Ordinary Shares of a Class in a Sub-Fund will be issued, as ascribed to it for each Sub-Fund in the Special Section.

"Subsequent Investor" means, in respect of any Sub-Fund operating with more than one Closing, any Investor whose Commitment has been accepted at a Closing occurring after the First Closing of such Sub-Fund.

"Subsidiary" means any local or foreign Entity (including for the avoidance of doubt any wholly owned subsidiary) (a) in which the Fund holds in aggregate more than fifty per cent (50%) of the voting rights or (b) which is otherwise controlled by the Fund, and (c) which in either case also meets all of the following conditions: (i) it does not have any activity other than the direct or indirect holding of investments, which qualify under the Investment Objective and Investment Policy of the Fund and the relevant Sub-Fund(s); and (ii) to the extent required under applicable laws and regulations, the accounts of such subsidiary are audited by or under the supervision of the Auditor(s). Any of the above mentioned local or foreign Entities shall be deemed to be "controlled" by the Fund if (i) the Fund holds in aggregate, directly or indirectly, more than fifty per cent (50%) of the voting rights in such Entity or controls more than fifty per cent (50%) of the voting rights pursuant to an agreement with the other shareholders, or (ii) the majority of the managers or board members of such Entity are members of the Board or employees of an Affiliate of the General Partner, except to the extent that this is not practicable for tax or regulatory reasons, or (iii) the Fund has the right to appoint or remove a majority of the members of the managing body of that Entity.

"Tapiola" means Tapiola Mutual Pension Insurance Company, with its registered office at Revontulenkuja 1, Espoo, Tapiola, Finland.

"Target Funds" means the target funds, in which the Fund and its Sub-Funds will invest; for the avoidance of doubt, investments may be made as primary or secondary transactions.

"UCI" means undertaking for collective investments.

"Unfunded Commitments" means the portion of an Investor's Commitment to subscribe for Ordinary Shares of a Sub-Fund under the Subscription Agreement, which has not yet been drawn down and paid to the relevant Sub-Fund.

"Unlimited Shareholder" means the holder of the Management Share (action de commandité) and unlimited shareholder (associé commandité) of the Fund, liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Fund.

"U.S. Person" has the meaning prescribed in Regulation S under the United States Securities Act of 1933.

"Valuation Day" means the last day of each calendar quarter and any other day as the General Partner may in its absolute discretion determine for the purposes of calculating the Net Asset Value per Share of each Class in each Sub-Fund.

"Well-Informed Investors" has the meaning ascribed to it in article 2 of the 2007 Law and includes:

- institutional investors;
- professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and
- any other well-informed investor who fulfils the following conditions:
 - * declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of one hundred and twenty five thousand Euro (EUR125,000) or an equivalent amount in any other currency in the Fund; or
 - * declares that he adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/CE, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/CE, or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

Chapter I. Name, Registered office, Object, Duration

1. Corporate name. There is hereby established among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholder and all persons who may become owners of the Shares, a Luxembourg regulated investment company with variable capital – specialised investment fund (société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé), under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions). The Fund shall be governed by the 2007 Law. The Fund will exist under the corporate name of "LT Fund Investments".

2. Registered office. The registered office of the Fund is established in the City of Luxembourg. The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Fund within the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to these Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Fund, the registered office of the Fund may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Fund's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Fund. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

3. Object. The object of the Fund is to provide attractive risk-adjusted returns from capital invested in Target Funds through its Sub-Funds, while reducing investment risks through diversification.

The Fund may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

4. Duration. The Fund is established for an unlimited period of time.

Chapter II. - Capital, Shares

5. Share capital - Classes of ordinary shares.

5.1 Share capital The minimum share capital of the Fund shall be, as required by the 2007 Law, the equivalent in any currency of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000). This minimum must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Fund.

The capital of the Fund shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at all times be equal to its Net Asset Value as defined in Article 10 hereof.

The initial share capital of the Fund is set at thirty-one thousand EUR (EUR 31,000.-) represented by:

- one (1) fully paid up Management Share of no par value held by the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, and
- thirty (30) fully paid up Ordinary Shares of no par value held by the founding Limited Shareholder.

For consolidation purposes, the Accounting Currency of the Fund is the EUR. It can be changed to another currency with Investor Consent.

The share capital of the Fund shall be increased or decreased as a result of the issue by the Fund of new fully paid up Shares or the repurchase by the Fund of existing Shares from its Shareholders.

5.2 Sub-Funds

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the aggregate of the net assets of all Sub-Funds.

The General Partner may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a Sub-Fund (compartiment) within the meaning of article 71 of the 2007 Law.

The General Partner shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-Fund.

The right of Shareholders and creditors relating to a particular Sub-Fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of such Sub-Fund. The assets of a Sub-Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Sub-Fund. In the relation between Shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity.

The proceeds of the issue of each Class of Shares of a given Sub-Fund shall be invested, in accordance with Article 3, in securities of any kind and other assets permitted by the 2007 Law, pursuant to the investment objective and policy determined by the General Partner for the Sub-Fund established in respect of the relevant Class(es) of Shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

The establishment of a new Sub-Fund requires Investor Consent.

5.3 Classes of Ordinary Shares The General Partner may, at any time, issue different Classes of Ordinary Shares, which may differ, inter alia, in their fee structure, minimum investment requirement, type of target investors, distribution policy, Reference Currency or hedging policy. Those Classes of Ordinary Shares will be issued in accordance with the requirements of the 2007 Law and the 1915 Law and shall be disclosed in the Issue Document. The establishment of a new Class requires Investor Consent.

The Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Ordinary Shares" and each as an "Ordinary Share" when reference to a specific Class of Ordinary Shares is not required.

The Management Share together with the Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Shares" and each as a "Share" when reference to a specific category of Shares is not required.

6. Form of shares. The Fund shall issue fully paid-in Shares of each Sub-Fund and each Class in uncertificated registered form only.

All issued Shares of the Fund shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more entities designated thereto by the Fund and under the Fund's responsibility, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number and Class of registered Shares held by him, the amount paid up on each Share, the transfer of Shares (subject to the provisions of Article 8 hereof) and the dates of such transfer.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares.

The Fund shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares. Vis-à-vis the Fund, the Fund's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Fund. Notwithstanding the above, the Fund may decide to issue fractional Shares up to the nearest one thousandth of a Share. Such fractional Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the relevant Class on a pro rata basis.

Any transfer of registered Ordinary Shares, subject to the provisions of Article 8 hereof, shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any manager or any officer of the General Partner or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders in respect of registered Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders.

7. Issue and subscription for ordinary shares.

7.1 Issue of the Shares The General Partner of the Fund is authorized without limitation to issue new Ordinary Shares of any Class and in any Sub-Fund at any time without reserving for existing Limited Shareholders any preferential or pre-emptive right for the Ordinary Shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency with which Ordinary Shares are issued. The General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares in any Sub-Fund and/or Class shall only be issued during one or more Offer Periods or at any other frequency as provided for in the Issue Document.

Ordinary Shares shall be issued and allotted only upon acceptance of a Subscription Agreement containing, inter alia, the Commitment of the prospective Limited Shareholder to subscribe for Ordinary Shares and to pay them in by contribution of a certain amount of cash to the Fund. In exchange of its Commitment, the Fund will issue fully paid-in Ordinary Shares to the relevant prospective Limited Shareholder.

For the avoidance of doubt, additional subscriptions for Ordinary Shares may only be accepted with Investor Consent.

7.2 Commitments and Draw Downs Commitments to subscribe for Ordinary Shares will be payable to the relevant Sub-Fund, in whole or in part, on the date specified in any Funding Notice sent by the General Partner or any agent duly appointed by the General Partner. The General Partner will issue fully paid up Ordinary Shares of the relevant Class in the Sub-Fund to such Investor to the extent that his Commitment is called up and paid in conformity with the Funding Notice.

Draw Downs will usually be made by sending a Funding Notice not less than seven (7) Business Days in advance of the date on which the amount called pursuant to said Funding Notice is payable by the relevant Investors. Unless the Investor has made arrangements with the General Partner to make payment in some other currency or by some other method, payment must be made in the Reference Currency of the Sub-Fund by SWIFT.

With regard to each Class in the relevant Sub-Fund, the General Partner will draw down Commitments from all Investors proportionally to their respective total Commitment(s).

At each Draw Down following the acceptance of their Subscription Agreement, Subsequent Investors will be first drawn down by the General Partner up to and until such time that the Funded Commitments made by such Subsequent Investors bear the same proportion as the Funded Commitments of the Prior Investors.

Generally, each Draw Down shall be made in proportion and shall be equal to a percentage of each relevant Investor's total Commitment.

Notwithstanding the above, the General Partner may, with Investor Consent, deviate from the above Draw Down procedures.

7.3 Actualisation Interest Each Subsequent Investor will have to pay, in addition to the Subscription Price, an actualisation interest (the "Actualisation Interest") in favour of the relevant Sub-Fund, as further described in the Issue Document. For the avoidance of doubt, an Investor may be both a Prior Investor and a Subsequent Investor for the purpose of this Article.

The Actualisation Interest shall not be treated as part of a Subsequent Investor's Commitment and Subsequent Investors shall pay it in addition to their respective Commitments.

7.4 Restrictions to the Subscription for Shares Ordinary Shares are reserved to Well-Informed Investors only and in accordance with the Issue Document.

The offering of the Ordinary Shares may be restricted to specific categories of persons in certain jurisdictions in order to conform to local law, customs or business practice or for fiscal or any other reason. It is the responsibility of any persons/entities wishing to hold Ordinary Shares to inform themselves of and to observe all applicable laws and regulations of any relevant jurisdictions.

Furthermore, the General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscriptions for Ordinary Shares. The General Partner shall also prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not he is, or will be, a Prohibited Person.

The Fund does not intend to issue Ordinary Shares to persons other than to Well-Informed Investors with whom it has entered into a Subscription Agreement during the applicable Offer Period.

The General Partner may fix a minimum subscription level as well as a minimum holding amount which any Shareholder is required to comply with at any time as provided for in the Issue Document.

7.5 Subscription Price Ordinary Shares will be issued at the Subscription Price. The amount of the Subscription Price and the terms and conditions under which it will be paid are determined by the General Partner and disclosed in the Issue Document.

The General Partner may delegate to any of its managers, or any duly authorised officer of the Fund or any other duly authorised person the power to accept subscriptions and to receive payment of the Subscription Price of the Ordinary Shares to be issued and to deliver them.

7.6 Default provisions

If an Investor fails to pay any amount on its Unfunded Commitments pursuant to a Funding Notice, in accordance with the agreed terms and conditions of its Subscription Agreement, on the date specified in said Funding Notice, any such unpaid amount shall automatically bear interest with effect from the date in question until payment in full at a rate defined in the Issue Document. Such an Investor will be deemed to be overdue (an "Overdue Investor").

If payment of any amounts so due is not made at the latest on expiry of a period of fifteen (15) Business Days following service of a notice by the General Partner requiring the Overdue Investor to pay the amount due plus interest, then such Overdue Investor will be deemed a Defaulting Investor.

The General Partner may, in its discretion, take any one or more of the following actions:

- suspend the right of a Defaulting Investor to receive any distribution of any kind within the limits provided for in the Issue Document; and/or
- suspend the voting rights of all Ordinary Shares belonging to a Defaulting Investor.

The General Partner may decide on other solutions as far as legally allowed if it believes such solutions to be more adequate to the situation. The General Partner may, in its discretion but having regard to the interests of the other Investors, waive any of these remedies against an Overdue Investor or Defaulting Investor.

8. Transfer of shares.

8.1 Transfer of the Ordinary Shares Under the conditions set out in this Article and unless stated otherwise in the Issue Document, Ordinary Shares and Unfunded Commitments are only transferable in whole or in part to a Well-Informed Investor, provided that the transfer does not result in a Prohibited Person holding Ordinary Shares, as an immediate consequence or in the future.

Unless otherwise provided for in this Article, Ordinary Shares and Unfunded Commitments may not be transferred without the prior written consent of the General Partner, which consent may not be unreasonably withheld, subsequent to the receipt of a confirmation by each of the transferor and the transferee with representation and guarantee that the proposed transfer does not violate any applicable laws and regulations. The General Partner may also request the transferor and transferee to provide the General Partner with a legal opinion to that effect. The withholding of the General Partner's consent is not considered to be unreasonable in the following cases, such list not being exhaustive: where (i) the transferee is not considered sufficiently creditworthy by the General Partner; (ii) the transferee is a competitor of the Fund, the Management Company or the Investment Advisor; (iii) the Fund would incur a reputational risk; and (iv) the transferee does not confirm that it invests on its own account. The consent of the General Partner is not required for the transfer of Ordinary Shares or Unfunded Commitments to an Affiliate of the transferor.

Upon the transfer of the Ordinary Shares and Unfunded Commitments of an Investor, the transferee shall accept and become solely liable for all liabilities and obligations of such Investor relating to such Ordinary Shares and Unfunded

Commitments and the transferor shall be released from (and shall have no further liability for) such liabilities and obligations. Once the transferor has transferred its Ordinary Shares and Unfunded Commitments, it shall have no further liability of any nature under the Issue Document or in respect of the Sub-Fund in relation to the transferred Unfunded Commitments and Ordinary Shares.

For the purpose of this Article, the term "transfer" includes any sales, exchange, transfer, assignment and pledge or other disposal of all or part of the Ordinary Shares held by a Limited Shareholder.

8.2 Transfer of Management Shares

The transfer restrictions as set forth in Article 8.1 hereof shall not apply to the transfers of the Management Shares.

The General Partner shall not transfer its Management Share or otherwise withdraw as the General Partner of the Fund without the sanction of an Investor Consent. Investor Consent will not be necessary for a transfer to an Affiliate of the General Partner.

All such transfers are subject to the condition that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Shares and that the transferee is not a natural person. In addition, should the General Partner be removed in accordance with the provisions of Article 12, in case of appointment of a new general partner, the General Partner will transfer its Management Shares to the newly appointed general partner.

If a new General Partner of the Fund has been installed, these Articles of Incorporation, and notably Article 11, will be changed in accordance with the rules set out in Article 33 in order to reflect this change.

9. Redemption of ordinary shares. Limited Shareholders will not have a right to request the Fund to redeem any or part of their Shares.

9.1 Compulsory Redemption from Prohibited Persons If the General Partner discovers at any time that Ordinary Shares are owned by a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, whether directly or indirectly, the General Partner may at its discretion and without liability, compulsorily redeem the Ordinary Shares held by any such Prohibited Person against payment to such Prohibited Person of an amount equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of such Shares.

The General Partner shall not proceed to compulsorily redeem the Ordinary Shares held by the Prohibited Person before having given such Prohibited Person a written notice at least fifteen (15) Business Days prior to the compulsory redemption.

Upon redemption, the Prohibited Person will cease to be the owner of those Ordinary Shares.

The payment of the redemption proceeds to such Prohibited Person shall be made at the liquidation of the Sub-Fund. Nevertheless, such payment may be anticipated at the discretion of the General Partner. In the event that the General Partner compulsorily redeems Ordinary Shares held by a Prohibited Person, the General Partner may provide the other Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Prohibited Person at a price equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of such Shares; or, in case the other Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) do not make use of such right, provide eligible third parties with a right to purchase the Ordinary Shares of the Prohibited Person at an amount equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of such Shares.

For the avoidance of doubt, the Ordinary Shares redeemed and purchased in accordance with the preceding paragraph will not be cancelled in the share register.

The General Partner may require any Limited Shareholder to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of determining whether or not such owner of Ordinary Shares is or will be a Prohibited Person.

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Ordinary Shares are sold) will be charged to the Prohibited Person by way of a reduction to any redemption proceeds.

9.2 Compulsory redemption for distribution purposes

Subject to the minimum capital requirement provided for by the 2007 Law, the General Partner may decide, at its discretion, to redeem Shares for distribution purposes. If the General Partner resolves to redeem Shares, Shares of all Investors of the Sub-Fund have to be redeemed proportionately unless all such investors give their consent. The redemption price will be equal to the current Net Asset Value. The redemption price shall be paid out at a time as determined by the General Partner.

9.3 Other compulsory redemption possibilities

Ordinary Shares may be compulsorily redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Fund or the relevant Sub-Fund, subject to the terms and conditions the General Partner will determine and within the limits set forth by law, the Issue Document and the Articles of Incorporation. In particular, Ordinary Shares of any Class and Sub-Fund may be redeemed at the option of the General Partner, on a pro rata basis among existing Limited Shareholders.

Ordinary Shares compulsorily redeemed shall be redeemed at their relevant Net Asset Value calculated on the date specified in the relevant compulsory redemption notice.

Payment of the Net Asset Value will be made to Limited Shareholders which are not Prohibited Persons not later than sixty (60) Business Days from the date on which the redemption has occurred unless legal constraints, such as foreign exchange controls or restrictions on capital movements, or other circumstances beyond the control of the General Partner make it impossible or impracticable to transfer the redemption proceed to the country in which the application for redemption was submitted.

The General Partner may, at its complete discretion but with the consent of the relevant Limited Shareholder, decide to satisfy payment of the redemption price to this Limited Shareholder wholly or partly in specie by allocating to such Limited Shareholder investments from the pool of assets set-up in connection with the Sub-Fund, equal in value as of the date on which the Net Asset Value is calculated, to the value of the Ordinary Shares to be compulsorily redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Limited Shareholders of the Sub-Fund, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

If any Limited Shareholder is or becomes a Prohibited Person, in lieu of redeeming such Limited Shareholder's Ordinary Shares, the General Partner may, with the consent and at the cost of the Limited Shareholder concerned, form and operate an investment vehicle organized in the United States that is treated as a "domestic partnership" under the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended, and transfer such Limited Shareholder's Ordinary Shares in the Sub-Fund to such investment vehicle.

9.4 Cancellation of redeemed Ordinary Shares All redeemed Ordinary Shares shall be cancelled, subject to the provisions of Article 9.1.

10. Reporting and calculation of net asset value.

10.1 Reporting An annual report including audited financial statements for the Fund will be available for Limited Shareholders within six (6) months after the end of each Financial Year.

The Fund's Financial Year begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year. The first Financial Year of the Fund shall begin on the day of creation of the Fund and shall end on 31 December 2012. The Fund will issue audited annual reports. The Fund's first annual report will be published for this first Financial Year.

The financial statements and annual reports of the Fund will be prepared in accordance with LuxGAAP.

In addition, the Limited Shareholders will also be provided with quarterly unaudited reports within five (5) months of the end of a calendar quarter for the first three (3) calendar quarters. The first quarterly unaudited reports will be provided as of the end of the calendar quarter, in which the relevant Sub-Fund has made its first commitment to a Target Fund.

Any other financial information concerning a Sub-Fund, including the calculation of the Net Asset Value per Share and the issue prices of Ordinary Shares will be made available at the registered office of the Fund.

10.2 Net Asset Value Calculation Subject to the supervision of the General Partner or any duly appointed agent, the Central Administration Agent shall on each Valuation Day calculate, pursuant to the provisions of the Issue Document and the Articles of Incorporation in the currencies of the Share Classes of the Sub-Fund(s), the Net Asset Value and the Net Asset Value per Ordinary Share.

10.3 Net Asset Value and Net Asset Value per Ordinary Share

The Net Asset Value and the Net Asset Value per Ordinary Share and Class shall be calculated in accordance with LuxGAAP for the preparation of the annual financial statements required by law. In addition, the Net Asset Value per Ordinary Share and Class shall be calculated for the preparation of the quarterly reports as per Article 10.2 above.

The Fund's Net Asset Value corresponds to the difference between the Fund's Gross Asset Value and its liabilities determined in accordance with LuxGAAP.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Class is the result of the division of the overall Net Asset Value attributable to such Class by the number of Ordinary Shares of such Class in circulation on the relevant Valuation Day; it is expressed in the currencies of the Classes of the Sub-Fund and is calculated up to three decimal places.

Investments in Target Funds shall, in principle, be valued at their latest available net asset value as reported or provided by such Target Funds or their agents. Such net asset value may be adjusted for subsequent net capital movements (i.e. capital calls, distributions etc.) where deemed appropriate by the Management Company. The Management Company may, in its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Fund and/or its Sub-Funds in compliance with LuxGAAP. This method will then be applied in a consistent way. The value of all assets and liabilities not expressed in the currencies of the Share Classes of the Sub-Fund will be converted into the currencies of the Share Classes of the Sub-Fund at the rate of exchange applicable in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner or any duly appointed agent.

10.4 Net Asset Value Calculation Update / Evaluation Event

If since the time of determination of the Net Asset Value and the Net Asset Value per Ordinary Share there has been a material change in relation to (i) a substantial part of the properties or property rights of the Fund or (ii) the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the General Partner may, in order to safeguard the interests of the Limited Shareholders, cancel the first valuation and carry out a second valuation with prudence and in good faith.

A similar update procedure may be carried out by the Management Company if a Target Fund, in which the relevant Sub-Fund is invested, (i) has failed to deliver valuations and financial statements on time or (ii) has, since the delivery of its last valuations and financial statements, experienced certain events, as mentioned in the following sentence, which may reasonably be expected to materially affect their respective value. In such a case the Management Company will carry out a valuation with prudence and in good faith using the latest available report prepared by such Target Fund and adjusting the respective valuations by any net capital movements (draw downs, distributions etc.).

10.5 Net Asset Value Calculation Details

In addition to the rules set out in sections 10.3 and 10.4 above, the calculation of the Net Asset Value of the Fund shall be made in the following manner:

Assets of the Fund

The assets of the Fund shall include:

- (a) all debt or equity securities or instruments, shares, units, participations and interests, including investments in Target Funds;
- (b) all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Subsidiaries registered in the name of the Fund or any of its Subsidiaries;
- (c) all property, real estate assets or property interest owned by the Fund or any of its Subsidiaries, all shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies;
- (d) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (e) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities or any other assets sold but not delivered);
- (f) all bonds, convertible bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, interests in limited partnerships, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (g) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund or the Depositary;
- (h) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- (i) the formation expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off;
- (j) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

The value of the Fund's assets shall be determined as follows:

- (a) Securities or investment instruments that are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market, are valued at their last sales prices reported on such exchange on the Valuation Day or, if no prices were quoted on such date, at the last reported "bid" price (in the case of a security or investment instrument held long) and the last reported "asked" price (in the case of a security or investment instrument sold short) on the Valuation Day or, if no such prices have been quoted on such date, at the value assigned reasonably and in good faith by General Partner;
- (b) Securities or investment instruments that are not listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market as well as other non-listed assets (excluding interests in Target Funds, which will be valued in accordance with letter (d) below) will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated reasonably and in good faith by the General Partner;
- (c) Short-term debt securities with remaining maturities of one (1) year or less at the time of purchase are valued at cost;
- (d) Units or shares issued by an investment structure (including a UCI, and, for the avoidance of doubt, interests in Target Funds) shall be valued in accordance with the Articles 10.3 and 10.4;
- (e) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- (f) The General Partner will check the overall accuracy of the valuations and may, in its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Fund and/or its Sub-Funds in compliance with LuxGAAP. This method will then be applied in a consistent way.

Liabilities of the Fund

The Liabilities of the Fund shall include:

- (a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);

(c) all accrued or payable expenses;

(d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund provided that for the avoidance of doubt, on the basis that the assets are held for investment it is not expected that such provision shall include any deferred taxation;

(f) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting standards. In determining the amount of such liabilities the Fund shall take into account all taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Sub-Fund; the Management Fee and fees of the Depositary, the Central Administration Agent, the Paying Agent and the Registrar and Transfer Agent as well as any entity appointed to serve as domiciliary and corporate agent; standard brokerage and bank charges incurred by the Sub-Fund's business transactions (these charges are included in the cost of investments and deducted from sales proceeds); all Investment-Related Expenses; costs and expenses charged to the Sub-Fund by Target Funds in accordance with the relevant documents of the Target Funds; the cost, including that of legal advice, tax advice, auditors and valuers, which may be payable by the General Partner or the Depositary or the Central Administration Agent or the Registrar and Transfer Agent for actions taken in relation to the Sub-Fund; these include, but are not limited to, legal or audit opinions if required to certify ownership of assets; the costs of arranging and holding general meetings of Shareholders; the costs of arranging and holding meetings of the Board; the fees and expenses incurred in connection with the registration of the Sub-Fund with, or the approval or recognition of the Sub-Fund by, the competent authorities in any country or territory and all fees and expenses incurred in connection with maintaining any such registration, approval or recognition; and the cost of preparing, depositing, translating and publishing the Issue Document, the Articles of Incorporation and other documents in respect of the Sub-Fund, including notifications for registration, Issue Documents and memoranda for all governmental authorities and, stock exchanges (including local securities dealer's associations) which are required in connection with the Sub-Fund or with offering the Ordinary Shares, the cost of establishing, printing and distributing yearly and quarterly reports for the Limited Shareholders, together with the cost of establishing, printing and distributing all other reports and documents which are required by the relevant legislation or regulations, the cost of bookkeeping and computation of the Net Asset Value per Share, the cost of notifications to Limited Shareholders, the fees of the auditors and legal advisers, and all other similar administrative expenses including the cost of advertising and other expenses incurred in connection with such activity, specifically for the offer and sale of the Ordinary Shares, such as the cost of printing copies and translating of the above-mentioned documents and reports as are used in marketing the Ordinary Shares. The Fund and each of its Sub-Funds may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

For the purpose of the above,

(a) Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be an asset of the Fund;

(b) Shares of the Fund to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption or conversion, and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currencies of the Share Classes of the respective Sub-Fund will be converted into the currencies of the Share Classes of the respective Sub-Fund at the rate of exchange applicable in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

(d) where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

- purchase any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered by the Fund shall not be included in the assets of the Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the General Partner.

10.6 Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share

The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value per Share:

- during any period when, as a result of the political, economic, military or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs in the market, if, in the opinion of the General Partner, a fair price cannot be determined for the assets of the Fund;

- in the case of a breakdown of the means of communication normally used for valuing any asset of the Fund or if for any reason the value of any asset of the Fund which is material in relation to the Net Asset Value per Share (as to which the General Partner shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required;
 - if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable, or if purchases, sales, deposits and withdrawals of the assets of the Fund cannot be effected at the normal rates of exchange;
 - during any period when the value of the net assets of any Subsidiary of the Fund may not be determined accurately;
- or
- when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately determined.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the General Partner and shall be notified to Shareholders of the relevant Sub-Fund having made an application for subscription of Ordinary Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Chapter III. - Management

11. Powers of the general partner. The Fund shall be managed by SCM LT General Partner S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder/General Partner of the Fund.

The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Fund, to act in the name of the Fund in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Fund's object. The Fund may appoint a Management Company under a Fund Management Agreement to perform part or all of these management functions, including, as far as applicable, the functions of the General Partner specifically mentioned in these Articles of Incorporation, under the supervision of the General Partner.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner. The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Fund.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, in compliance with these Articles of Incorporation, the Issue Document and the applicable laws and regulations.

The General Partner will have the power to enter into administration, investment and advisory agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Fund.

12. Removal of the general partner. In case of fraud, gross negligence, material breach of contract or wilful misconduct in the performance of its duties under the Issue Document or the Articles of Incorporation as determined by a court of competent jurisdiction at first instance (each a "Cause" event), (i) the General Partner may be removed and replaced or (ii) the Fund may be dissolved, in each case by means of a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in both cases in accordance with the requirements stated in Article 33. For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner will not be required for the above decisions.

In the event of the removal of the General Partner, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation, subject to the prior approval of the CSSF. In the event that no new general partner is appointed at the general meeting of Shareholders, the Fund will be put into liquidation.

Immediately following the appointment of a new general partner, the General Partner will transfer his Management Share in the Fund to the newly appointed general partner. The transfer price shall be equal to the issue price of the Management Share at the time of incorporation of the Fund.

Upon such decision on a removal or dissolution, the entitlement of the General Partner to any further performance fees shall terminate immediately.

For the avoidance of doubt, in case of removal of the General Partner, the name of the General Partner as mentioned in the Articles of Incorporation shall immediately be amended by a resolution adopted by the Shareholders of the Fund in accordance with the provisions of the 1915 Law, in order to reflect such removal of the General Partner and the appointment of a new general partner of the Fund. The term "SCM" may not be used by the Fund and its new general partner, unless the new general partner is an Affiliate of the Investment Advisor.

The replaced General Partner and its officers, directors, managers, employees and associates will continue to be Indemnitees (as defined under Article 34), but only with regard to all claims, liabilities, costs and expenses incurred in connection with their role as such (i) relating to investments made prior to the removal of the replaced General Partner, or (ii) arising out of or relation to their activities during the period prior to the effective date of the removal of the General Partner as the general partner of the Fund, or otherwise arising out of the replaced General Partner's service as general partner of the Fund or any related investment fund.

13. Representation of the fund. The Fund will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two of its legal representatives or by the signature of any other person

to whom such power has been validly delegated by the General Partner in accordance with its articles of incorporation. No Limited Shareholder shall represent the Fund.

14. Liability of the general partner and limited shareholders. The General Partner shall be liable to the Fund for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Fund's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Fund in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders or by way of an Investor Consent and shall be liable to the extent of their contributions to the Fund.

In addition, Limited Shareholders are contractually liable towards the Fund up to the amounts committed in their respective Subscription Agreements.

15. Delegation of powers; agents of the general partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Fund as required for the affairs and management of the Fund, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Fund without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner in accordance the Issue Document.

The General Partner or any duly appointed officers or agents of the Fund, each of them acting within their respective mandate, will determine any such officer's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

16. Conflict of interest. A conflict of interests shall arise where a Sub-Fund is presented with (i) an investment proposal involving a Target Fund owned (in whole or in part), controlled, managed or advised, directly or indirectly, by the Management Company, the General Partner, the Investment Advisor or any Affiliates thereof, or an Investor of the relevant Sub-Fund, or (ii) any disposal of an investment to another Sub-Fund or portfolio controlled, managed or advised by the Management Company, the General Partner, Investment Advisor or any Affiliate thereof, or to a director or officer of the General Partner, the Management Company or of the Investment Advisor or any Affiliate thereof, or an Investor of the relevant Sub-Fund (together the "Relevant Persons"). Such conflict of interests will be fully disclosed by the Relevant Person to the General Partner.

The General Partner will make a special report regarding the conflict(s) of interest to the next following general meeting of Shareholders of the Fund or the respective Sub-Fund, as applicable, before any other resolution is put to vote.

As regards conflicts of interest of the General Partner, the General Partner will in any case be obliged to make a special report thereon to the next following general meeting of Shareholders of the Fund or the respective Sub-Fund, as applicable, before any other resolution is put to vote.

Notwithstanding anything to the contrary in the Fund Documents, the Relevant Persons may actively engage in transactions on behalf of other investment funds and accounts which involve the same securities and instruments in which the Sub-Funds will invest. It is therefore possible that a Relevant Person may have potential conflicts of interests with the Fund. The Relevant Persons may provide services to other investment funds and accounts that have investment objectives similar or dissimilar to those of the Sub-Funds and/or which may or may not follow investment programs similar to the Sub-Funds, and in which the Sub-Funds will have no interest. The portfolio strategies of the Relevant Persons used for other investment funds or accounts could conflict with the transactions and strategies advised by the Relevant Person in managing a Sub-Fund and affect the prices and availability of the securities and instruments in which the Sub-Fund invests.

The Relevant Persons may give advice or take action with respect to any of their other clients which may differ from the advice given or the timing or nature of any action taken with respect to investments of a Sub-Fund. The Relevant Persons have no obligation to give a right of first refusal to the Fund or the relevant Sub-Fund when presented with an investment opportunity. The Relevant Persons will devote as much of their time to the functioning of a Sub-Fund as they deem necessary and appropriate.

The Relevant Persons are not restricted from forming additional investment funds, from entering into other investment advisory relationships, or from engaging in other business activities, even though such activities may be in competition with a Sub-Fund and/or may involve substantial time and resources of the Relevant Persons. These activities will not qualify as creating a conflict of interest in that the time and efforts of the Relevant Persons will not be devoted exclusively to the business of the Fund and its Sub-Funds but will be allocated between the business of the Fund and its Sub-Funds and other advisees of the Relevant Persons.

Other present and future activities of the Relevant Persons may give rise to additional conflicts of interest.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

17. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Fund shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles of Incorporation or by Luxembourg law.

18. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Fund or at any other location in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting, on the

last Monday in the month of June at 15.00 (Luxembourg time). If such day is not a Business Day, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding Monday.

19. Other general meetings. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders.

The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing ten per cent (10%) of the share capital of the Fund require so in a written request with an indication of the agenda.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

20. Convening notice. A general meeting of Shareholders is convened, in accordance with Luxembourg law, by the General Partner or by Shareholders representing a minimum of ten per cent (10%) of the share capital of the Fund.

Notices of all general meetings are sent by registered mail by the Central Administration Agent to all Shareholders at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

21. Presence, Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex and email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

The Shareholders participating in the general meeting of Shareholders by videoconference, conference call or by other means of telecommunication allowing for their identification are deemed to be present for the quorum and the majority requirements. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

22. Proceedings. General meetings of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of any general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary.

Each general meeting of the Shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented.

The above-described persons in this Article 22 together form the office of the general meeting of the Shareholders.

23. Vote. Each Share entitles the holder thereof to one vote. Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, all resolutions of the general meeting of the Shareholders shall be taken by at least two thirds of the votes cast at such meeting, regardless of the proportion of the capital represented.

In accordance with these Articles of Incorporation and as far as permitted by the 1915 Law, any decision of the general meeting of Shareholders will require the approval of the General Partner in order to be validly taken.

The approval of the General Partner is not required for decisions taken in accordance with Article 12 (removal of the General Partner).

24. Minutes. The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

25. General meetings of shareholders of a single sub-fund. The Shareholders of a Sub-Fund may hold, at any time, specific general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

The provisions set out in Articles 20 to 24 of these Articles of Incorporation as well as in the 1915 Law shall apply to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of a general meeting of Shareholders of a Sub-Fund are passed by at least two thirds of the votes cast at such meeting.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

26. Financial year. The Fund's Financial Year begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year, provided that the Fund's first Financial Year shall begin on the creation of the Fund and end on 31 December 2012 and the last Financial Year of the Fund shall end on the date of the final liquidation distribution of the Fund.

27. Auditors. The accounting data related in the annual reports of the Fund shall be examined by one or more Auditors appointed by the general meeting of Shareholders which shall be remunerated by the Fund. The Auditors shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

28. Distributions. The General Partner will pursue a distribution policy whereby all distributable proceeds from any Target Funds, whether of an income or capital nature, will be distributed by paying dividends or otherwise (including by redeeming Shares) (the "Distributions"), following satisfaction of all expenses and liabilities of the Sub-Fund, to the Limited Shareholders by the General Partner promptly at such times as the General Partner in its sole discretion deems appropriate. The General Partner will generally seek to make distributions as soon as reasonably practical after the relevant amounts become available for distribution.

Notwithstanding the above, the General Partner in its sole discretion may retain and use proceeds received by a Sub-Fund from its investments in order to (i) satisfy capital calls from the Target Funds, (ii) pay Organisational Expenses or (iii) pay any other fees and expenses of the Fund or the Sub-Fund, including the Management Fee.

The General Partner may withhold from amounts distributable to the Limited Shareholders or otherwise pay over to the appropriate taxing authorities amounts of withholding, income or other tax required to be so withheld or paid over.

For any Shares entitled to distributions, the general meeting of Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class shall, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by Luxembourg law, decide whether and to what extent distributions are to be paid out of the respective Sub-Fund's assets and may from time to time declare, or authorize the General Partner to declare distributions.

For any Shares entitled to distributions, the General Partner may furthermore decide to pay interim dividends in compliance with the Issue Document and the conditions set forth by law.

Distributions may only be made if the net assets of the Fund do not fall below the minimum set forth by law (i.e. EUR 1,250,000).

Distributions will be made in cash. However, the General Partner is authorised, subject to prior consent of the relevant Limited Shareholder(s), to make in specie distributions/payments of assets of the Fund. Any such distributions/payments in specie will be valued in a report established by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of Shareholders.

Distributions remaining unclaimed for five years after their declaration will be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund and/or Class. No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

The Investors may be required to re-advance to the Fund any amount distributed to it to the extent such sums are required by the Fund (i) to satisfy any indemnity claim as described in Article 34, (ii) to pay any expense incurred on behalf of the Fund, (iii) to satisfy any obligation which the Fund may have to repay monies in connection with an investment in a Target Fund ("clawbacks"), or (iv) in the event that adverse changes in currency exchange rates leave the Fund with insufficient Unfunded Commitments to satisfy its obligations.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

29. Dissolution.

29.1 Dissolution, insolvency, bankruptcy, legal incapacity or inability to act of the General Partner

The Fund shall not be dissolved in the event of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share by the General Partner will not lead to the dissolution of the Fund.

In any of the events mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Limited Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted by Limited Shareholders in accordance with Article 12.

29.2 Voluntary dissolution

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Fund may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend these Articles of Incorporation, as provided for in Article 33.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days as from the date when it is ascertained that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one-fourth of the legal minimum respectively as the case may be.

In case of voluntary dissolution, the General Partner will act as liquidator of the Fund.

29.3 Special voluntary dissolution (early termination right of Investors)

Where a situation arises, in which one or more Investors plausibly claim that changes in law and/or regulations applicable to them would make it disadvantageous for them to hold Shares in the Fund or a Sub-Fund, such Investors may decide upon an early termination of the Fund or such Sub-Fund with Investor Consent, without the approval of the General Partner being required.

Where such a decision implies the termination of the Fund or the last Sub-Fund, it must be taken in line with the formalities required by Article 33 and the General Partner will act as liquidator of the Fund.

In case of such an early termination, Investors may opt for either (i) a distribution in kind of the assets of the Sub-Fund(s) concerned, subject to any transfer requirements in place at the level of the Target Funds concerned, or (ii) a distribution in cash after liquidation of the assets of the Sub-Fund(s) concerned on the secondary market.

In case of an early termination under this Article 29.3, the Management Company may be entitled to additional fees as set out in the Issue Document.

30. Liquidation. In the event of the dissolution of the Fund, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation. Such liquidators must be approved by the CSSF and must provide all guarantees of honorability and professional skills. The appointment of any liquidator will require the approval of the General Partner.

After payment of all the debts of and charges against the Fund and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the Shareholders pro rata to the number of the Shares held by them. The amounts not claimed by the Shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed anymore.

In case that the sale of shares in underlying assets is not possible at prices deemed reasonable by the General Partner at the time of liquidation due to market or company specific conditions, the General Partner reserves the right to distribute all or part of the Fund's assets in kind to the Shareholders in compliance with the principle of equal treatment of Shareholders.

31. Termination of a sub-fund or class. In the event that for any reason the Net Asset Value of any Sub-Fund and/or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund and/or Class to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Sub-Fund and/or Class would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund and/or Class, or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to liquidate the Sub-Fund. In such a case, the General Partner will liquidate the assets of the Sub-Fund in an orderly manner and the net proceeds from the disposal or liquidation of investments will be distributed to the Shareholders in proportion to their holding of Shares.

In the same circumstances as provided for above, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class at their Net Asset Value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Fund shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund and/or Class.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, the general meeting of Shareholders of any Sub-Fund and/or Class may, upon proposal from and with the consent of the General Partner, resolve to terminate such Sub-Fund and to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class and to refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. For such general meeting of Shareholders, there shall be a quorum requirement of fifty per cent (50%) of the Shares in issue, which shall resolve at the two thirds majority of the Shares present or represented at such meeting.

Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited as soon as possible with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled by the Fund.

Chapter VII. - Final provisions

32. The depositary. The Fund shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

If the Depositary desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof. In both the case of voluntary withdrawal of the Depositary or of its removal by the General Partner,

the Depositary, until it is replaced, which must happen within two months, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors.

33. Amendments of these articles of incorporation. Unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the 1915 Law, at any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to amend the Articles of Incorporation of the Fund or to resolve issues for which the law or these Articles of Incorporation refer to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half of the Shares in issue being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the portion of the Shares represented.

In both meetings, unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the 1915 Law, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast at such meeting. In accordance with these Articles of Incorporation and the 1915 Law, any amendment to the Articles of Incorporation by the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken, except for decisions taken in accordance with Articles 12 29.3.

34. Indemnification. Within the limits of applicable law, the Fund will indemnify the General Partner, the Management Company, the Investment Advisor and Sub-Investment Advisor (if any) and their officers, directors, managers, employees and associates (each an "Indemnitee") against all claims, liabilities, cost and expenses incurred in connection with their role as such, other than for gross negligence, fraud or wilful misconduct. Limited Shareholders will not be individually obligated with respect to such indemnification beyond the amount of their investments in the Fund and their Unfunded Commitments.

The Indemnitees shall have no liability for any loss incurred by the Fund or any Limited Shareholder howsoever arising in connection with the service provided by them in accordance with the Fund Documents, and each Indemnitee shall be indemnified and held harmless out of the assets of the Fund against all actions, proceedings, reasonable costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by an Indemnitee in or about the conduct of the Fund's business affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions in accordance with the terms of the appointment of the Indemnitee, including without prejudice to the generality of the foregoing, any costs, expenses, losses or liabilities incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Fund or its affairs in any court whether in Luxembourg or elsewhere, unless such actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities resulted from his gross negligence, wilful misconduct or fraud.

35. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Fund and shall terminate on 31 December 2012.

The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2013.

Subscription - Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Management Share:

Subscriber	Subscribed capital	Number of shares
SCM LT General Partner S.à r.l.	EUR 1,000.	1

Ordinary Shares:

Subscriber	Subscribed capital	Number of ordinary shares
Tapiola Mutual Pension Insurance Company	EUR 30,000.	30

The Management Share and the Ordinary Shares have been fully paid in cash, so that the sum of thirty-one thousand EUR (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Fund, as has been proven to the notary.

First extraordinary general meeting of shareholders

The above Shareholders of the Fund representing the totality of Shares and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

1) The Fund's registered office address is fixed at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The following is appointed independent Auditor: PricewaterhouseCoopers société coopérative, having its registered office at 400 Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 65 477).

3) The term of office of the independent Auditor shall end at the first annual general meeting of Shareholders to be held in 2013.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the 1915 Law and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, remunerations or charges, in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its formation, are estimated at about six thousand euros.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that in line with applicable law and on request of the above appearing persons, the present deed is worded in the English language only.

Signé: T. LOCHEN, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15793. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012157760/975.

(120208411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

Ökumenische Friedenskirche der Ewigen Ruhe, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9946 Binsfeld, 12, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg F 9.369.

STATUTEN

Gründungsmitglieder:

1. Frau Monika Marianne Dolenc geb. Steinhardt, geboren am 27. August 1958 in Essen (Deutschland), wohnhaft in D-25572 Landscheide, Flethseerstrasse 11 (Deutschland),

2. Herr Karlheinz Hermann Reimann geb. Steinhardt, geboren am 26. August 1959 in Essen (Deutschland), wohnhaft in D-91207 Lauf a.d. Pegnitz, Glogauer Strasse 5 (Deutschland),

gründen hiermit eine Vereinigung ohne Gewinnzweck, welche sie sowohl unter einander als auch zusammen mit jeglichen zukünftigen Personen gründen, welche als Mitglieder angenommen werden, welche Vereinigung ohne Gewinnzweck mit gegenwärtiger Satzung geregelt wird und den Bestimmungen des Gesetzes vom 21. April 1928 unterliegt, so wie dieses Gesetz abgeändert wurde durch die gesetzlichen Bestimmungen vom 22. Februar 1984 und 4. März 1994.

Kapitel 1. - Name, Sitz, Dauer

Art. 1. Die Vereinigung trägt den Namen ÖKUMENISCHE FRIEDENSKIRCHE DER EWIGEN RUHE.

Der Sitz der Vereinigung befindet sich in der Gemeinde Weiswampach.

Art. 2. Die Vereinigung wird auf unbestimmte Zeitdauer gegründet.

Kapitel 2. - Zweck

Art. 3. Zweck der Vereinigung ist es, gestorbenen Menschen (Brüdern und Schwestern) die ewige Ruhe, insbesondere in Urnen, für alle Zeiten, bis zum Tage der Auferstehung, auf den vorhandenen Grabflächen zu belassen.

Die Vereinigung verfolgt ausschliesslich und unmittelbar gemeinnützige, mildtätige und religiöse Zwecke.

Die Vereinigung ist selbstlos tätig. Die Mittel der Vereinigung dürfen nur für die satzungsmässigen Zwecke verwendet werden. Die Mitglieder erhalten keine Zuwendungen aus Mitteln der Vereinigung.

Im Zusammenhang mit der Durchführung ihres Zweckes kann die Vereinigung im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen jegliche und jedwelche Aktivitäten vornehmen und Initiativen ergreifen, um sich die zur Durchführung ihres Zweckes notwendigen Geldmittel und Einkünfte zu verschaffen.

Kapitel 3. - Mitglieder, Mitgliedsbeiträge

Art. 4. Die Vereinigung besteht aus ihren Mitgliedern.

Die Mitglieder können physische oder moralische Personalitäten haben.

Allein die Mitglieder der Vereinigung befinden sich im Genuss der Rechte und Vorteile so wie vorgesehen durch das Gesetz für die Vereinigungen und Stiftungen ohne Gewinnzweck.

Mitglied kann jede natürliche oder juristische Person werden. Über den schriftlichen Aufnahmeantrag entscheidet der Vorstand.

Art. 5. Die Höhe der jährlich durch die Mitglieder zu zahlenden Beiträge wird festgesetzt auf maximal einhundert (100,-) Euro.

Art. 6. Der Austritt aus der Vereinigung erfolgt durch jederzeit zulässige schriftliche Erklärung gegenüber dem Vorstand. Ein Mitglied kann aus dem Verein ausgeschlossen werden, wenn sein Verhalten in grober Weise gegen die Interessen der Vereinigung verstösst. Über den Ausschluss beschliesst die Mitgliederversammlung mit Dreiviertel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Kapitel 4. - Verwaltung

Art. 7. Die Verwaltung der Vereinigung erfolgt durch einen Vorstand, welcher sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, und welche gewählt werden unter den Mitgliedern der Vereinigung. Die Wahl erfolgt durch die Generalversammlung, mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder.

Die Generalversammlung befindet ebenfalls über die Dauer der Mandate der Mitglieder des Vorstandes, welche Dauer zwei Jahre nicht überschreiten kann. Die Mitglieder des Vorstandes können durch die Generalversammlung wiedergewählt oder zu jeder Zeit abberufen werden.

Falls ein Posten unbesetzt ist, so wird er anlässlich der ersten folgenden Generalversammlung ersetzt. Falls zwei oder mehrere Posten unbesetzt sind, so muss der Vorstand innerhalb eines Monats eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen, welche die notwendigen Ernennungen vornimmt.

Art. 8. Aus einen Reihen ernennt der Vorstand einen Präsidenten, einen Sekretären und einen Schatzmeister.

Im Falle der Abwesenheit des Präsidenten und des Vize-Präsidenten erfolgt die Sitzung unter dem Vorsitz des ältesten anwesenden Vorstandsmitgliedes.

Der Vorstand hat die Möglichkeit, auf zeitlich begrenzte oder unbegrenzte Zeitdauer auf die Hilfe von jeglichen Personen zurückzugreifen, welche nicht Mitglieder der Vereinigung sein müssen, und diesen Personen Spezialaufträge zu erteilen. Diese Personen haben allerdings nur eine beratende Stimme anlässlich der Versammlungen des Vorstandes.

Art. 9. Der Vorstand versammelt sich auf Einberufung durch den Präsidenten oder durch zwei Vorstandsmitglieder, so oft als die Interessen der Vereinigung es notwendig machen. Beschlüsse können nur gefasst werden falls die Mehrheit der Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Entscheidungen werden getroffen mit absoluter Stimmenmehrheit der Stimmberechtigten. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten oder seines Vertreters.

Die Entscheidungen des Vorstandes werden niedergeschrieben in Protokollen welche unterzeichnet werden durch den Präsidenten, durch den Sekretären, sowie durch diejenigen Stimmberechtigten, welche hierzu den Wunsch ausdrücken. Die Protokolle werden in ein Spezialregister eingetragen.

Auszüge oder Abschriften der Protokolle, welche dazu dienen vor Gericht oder anderswo vorgelegt zu werden, werden als übereinstimmend bescheinigt und unterzeichnet durch den Präsidenten oder durch zwei Vorstandsmitglieder.

Die Vorstandsmitglieder können einem ihren Kollegen Mandat geben, sie bei den Vorstandssitzungen zu vertreten. Ein Vorstandsmitglied kann allerdings nur einen seiner Kollegen vertreten. Ein betreffendes Vertretungsmandat gilt nur für eine Sitzung und muss auf schriftlichem Wege erfolgen.

Art. 10. Der Vorstand ist mit den weitestgehenden Vollmachten ausgestattet um die Angelegenheiten der Vereinigung zu leiten und die Vereinigung gerichtlich und aussergerichtlich zu vertreten. Er ist zuständig für alles, was der Generalversammlung nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung vorbehalten ist.

Unter Vorbehalt der durch das Gesetz vorgesehenen Genehmigungen kann er gegebenenfalls zu jeglichen Erwerben schreiten, Veräusserungen vornehmen, die Güter der Vereinigung verhypothekieren, Darlehen aufnehmen, jegliche Schenkungen und Vermächnisse annehmen. Diese Aufzählung ist als darstellend und nicht als einschränkend zu betrachten.

Der Vorstand ist verpflichtet, alljährlich der Generalversammlung den Abschluss des verflorenen Geschäftsjahres zur Genehmigung vorzulegen und den Haushaltsplan (Budget) für das kommende Geschäftsjahr zu unterbreiten.

Drittpersonen gegenüber wird die Vereinigung gültig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern. Im Rahmen ihrer Vollmachten sind diese Vorstandsmitglieder zu keiner Rechtfertigung ihrer Handlungen, Genehmigungen oder Spezialvollmachten verpflichtet.

Jegliche gerichtlichen Handlungen, sei es als Kläger oder als Beklagter, werden vorgenommen und geführt im alleinigen Namen der Vereinigung.

Kapitel 5. - Generalversammlung

Art. 11. Die Generalversammlung befindet über folgende Punkte:

- 1) Abänderung der Satzung;
- 2) Ernennung und Abberufung der Vorstandsmitglieder, Festlegen der Zeitdauer ihres Mandates, Entlast an die Vorstandsmitglieder;
- 3) Genehmigung der Abschlussrechnungen und der Haushaltspläne (Budgets);
- 4) Auflösung der Vereinigung;
- 5) Ausschluss eines Mitgliedes der Vereinigung, in Uebereinstimmung mit Artikel 6, Punkt 3) der Satzung;
- 6) Ausüben jeglicher anderen Vollmachten so wie vorgesehen durch das Gesetz oder die Satzung.

Art. 12. Die Generalversammlungen werden einberufen durch den Vorstand oder durch seinen Vorsitzenden, mindestens vierzehn Tage vor dem Datum der Versammlung. Das Einberufungsschreiben enthält die Tagesordnung. Die Mitglieder können sich bei der Generalversammlung durch ein anderes Mitglied vertreten lassen.

Ein Mitglied kann allerdings nicht mehr als zwei andere Mitglieder vertreten. Das Mandat muss auf schriftlichem Wege gehalten sein.

Art. 13. Jährlich und auf obligatorische Weise muss der Vorstand im Laufe des Monates Mai das Datum und den Ort der ordentlichen Generalversammlung festlegen. Die Tagesordnung der ordentlichen Generalversammlung muss, in Ausführung des letzten Abschnittes von Artikel 13 der oben genannten gesetzlichen Bestimmungen, die Genehmigung des letzten Jahresabschlusses und des Haushaltsplanes (Budget) des kommenden Geschäftsjahres beinhalten. Nach Genehmigung des Abschlusses und des Haushaltsplanes spricht die Generalversammlung gegebenenfalls mittels Spezialabstimmung den Entlast der Vorstandsmitglieder aus.

Ausser der ordentlichen und jährlichen Generalversammlung können ausserordentliche Generalversammlungen einberufen werden, so oft als notwendig im Interesse der Vereinigung.

Art. 14. Die Generalversammlungen erfolgen unter dem Vorsitz des Präsidenten des Vorstandes oder, im Falle seiner Abwesenheit, des Vize-Präsidenten oder, in seiner Ermangelung, des ältesten anwesenden Vorstandsmitgliedes.

Der Präsident oder derjenige der den Vorsitz führt bestimmt unter den anwesenden Mitgliedern einen Sekretären und einen Stimmenzähler, welche zusammen mit dem Präsidenten oder demjenigen der den Vorsitz führt, das Büro der Versammlung bilden. Das Büro der Versammlung stellt die Anwesenheitsliste auf und bescheinigt die Richtigkeit derselben.

Art. 15. Alle Mitglieder der Vereinigung haben das gleiche Stimmrecht anlässlich der Generalversammlungen. Unter Vorbehalt der gesetzlichen Bestimmungen in betreff auf Abänderung der Satzung, können die Entscheidungen unbeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen werden. Im Falle von Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden der Versammlung, unter Vorbehalt der Anwesenheits- und Mehrheitsbedingungen so wie erforderlich in den durch das Gesetz vorgesehenen Fällen.

Art. 16. Die Entscheidungen der Generalversammlungen werden niedergeschrieben in Protokollen welche unterzeichnet werden durch den Präsidenten, durch den Sekretären und durch den Stimmenzähler. Die Protokolle werden in ein Spezialregister eingetragen. Die Entscheidungen der Generalversammlung werden den Mitgliedern und Drittpersonen mittels Bekanntmachungen per Plakat am Sitz der Vereinigung zur Kenntnis gebracht. Auszüge oder Kopien der Protokolle, welche vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden, werden als übereinstimmend bescheinigt und unterzeichnet durch den Präsidenten oder durch zwei Vorstandsmitglieder.

Kapitel 6. - Vereinigungsfonds

Art. 17. Die Einkünfte der Vereinigung setzen sich zusammen:

- a) aus den Mitgliedsbeiträgen;
- b) aus Schenkungen oder Vermächnissen zu ihren Gunsten;
- c) aus Subsidien und Subventionen;
- d) aus Zinsen und jeglichen anderen Einkünften.

Diese Aufzählung ist nicht als einschränkend zu betrachten.

Kapitel 7. - Geschäftsjahr, Abschluss und Haushaltsplan

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am ein und dreissigsten Dezember eines jeden Jahres. Am Ende des Geschäftsjahres und im Hinblick auf eine Genehmigung durch die Generalversammlung stellt der Vorstand die Abschlussrechnung des verflossenen Geschäftsjahres auf sowie den Haushaltsplan für das kommende Geschäftsjahr, in Uebereinstimmung von Artikel dreizehn des Gesetzes und von Artikel elf der Satzung.

Jeglicher Gewinnüberschuss gehört der Vereinigung.

Kapitel 8. - Auflösung und Liquidation

Art. 19. Die Auflösung und die Liquidation der Vereinigung sind geregelt durch die Artikel achtzehn und folgende des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928 über Vereinigungen und Stiftungen ohne Gewinnzweck. Im Falle der Auflösung der Vereinigung wird die Liquidation durch den Vorstand vorgenommen. Nach Auszahlung des Passivums wird der Gewinnüberschuss an ein Sozialwerk überwiesen.

Kapitel 9. - Generelle Verfügung

Art. 20. Für jegliche Fälle, welche nicht durch gegenwärtige Satzung vorgesehen sind, gelten die Bestimmungen des vorbezeichneten Gesetzes vom 21. April 1928 und seiner nachträglichen Abänderungen.

Référence de publication: 2012158011/145.

(120208064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

Air 1 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 125.991.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Référence de publication: 2012161451/10.

(120213222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Akta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 161.076.

Les comptes annuels au 31.12.11 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161453/10.

(120213856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

ALcontrol Investors (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 148.998.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 novembre 2012 que:

1. La démission de Monsieur Thomas Iannarone, gérant de catégorie A de la Société a été acceptée avec effet au 30 novembre 2012; et

2. Madame Dohyun Lee Silvestri, née le 26 septembre 1977 en Corée, résidant professionnellement au 345 Park Avenue, 30th Floor, NY 10154, New York, Etats-Unis, a été nommée gérant de catégorie A de la Société avec effet au 30 novembre 2012 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Référence de publication: 2012161454/18.

(120213401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

MedVest, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 560.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 130.236.

Rectificatif du dépôt L100140309.05

Suite à une erreur matérielle, il est convenu de noter les parts sociales détenues par CapVest Equity Partners II L.P. comme suit:

- CapVest Equity Partners II L.P., détient 43,203,300 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MedVest
Fabrice Rota
Gérant A

Référence de publication: 2012158371/16.

(120209482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Accumalux Mold Technology, Société Anonyme.

Capital social: EUR 372.000,00.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 57.635.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 07 mai 2012.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale décide à l'unanimité des voix de:

- Renouveler le mandat de Commissaire aux comptes de Monsieur Tom FELGEN pour un terme de trois années venant à échéance à l'Assemblée Générale de l'an 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Kockelscheuer, le 07 mai 2012.

Pour la société

M. Jean-Pierre HARDT / M. Charles-Louis ACKERMANN
Président / Vice - Président

Référence de publication: 2012161444/17.

(120213038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Watson Pharmaceuticals, Inc. SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: USD 10.001,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 172.847.

In the year two thousand and twelve, on the thirty-first day of October.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

1. Watson Pharmaceuticals, Inc., a company incorporated and organized under the laws of the State of Nevada, United States of America, having its registered office at Morris Corporate Center III, 400 Interpace Parkway, Parsippany, New Jersey 07054, United States of America, and listed on the New York Stock Exchange under the ticker symbol WPI (the General Partner),

being represented by Regis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

2. Watson Pharma International Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and having a share capital amounting to one hundred thousand United States Dollars (USD 100,000.-) (the Limited Partner, and together with the General Partner, the Partners),

being represented by Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holders acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to record that the Partners have taken the following resolutions:

First resolution

The Partners resolve to change the accounting year of the Partnership so that the accounting year begins on the first (1st) of November and ends on the thirty-first (31st) of October of the following year, it being understood that the current financial year, which started on the twenty-third (23rd) of October 2012 shall end on the thirty-first (31st) of October 2012.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Partners resolve to amend article 18.1 of the articles of association of the Partnership, which shall henceforth read as follows:

“ **18.1.** The accounting year of the Partnership shall begin on the first (1st) of November of each year and end on the thirty-first (31st) of October of the following year.”

Estimate costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Partnership in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing parties, that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorized representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le trente-et-unième jour du mois d'octobre,

Pardevant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes.

ONT COMPARU:

1. Watson Pharmaceuticals Inc., une société régie par les lois de l'Etat du Nevada, Etats-Unis, dont le siège social se situe Morris Corporate Center III, 400 Interpace Parkway, Parsippany, New Jersey 07054, United States of America, et cotée à la bourse de New York sous le symbole WPI (l'Associé Commandité),

représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. Watson Pharma International Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en cours d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et disposant d'un capital social de cent mille dollars américains (USD 100.000) (l'Associé Commanditaire, et ensemble avec l'Associé Commandité, les Associés),

représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées *ne varietur* par les mandataires agissant pour le compte des parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter que les Associés ont pris les décisions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de modifier l'exercice social de la Société de sorte que l'exercice social commence le premier (1^{er}) novembre et prenne fin le trente et un (31) octobre de l'année suivante, étant entendu que l'exercice social actuel, qui a débuté le vingt-trois (23) octobre 2012 prendra fin le trente et un (31) octobre 2012.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, les Associés décident de modifier l'article 18.1 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **18.1.** L'exercice social commence le premier (1^{er}) novembre et prend fin le trente et un (31) octobre de l'année suivante.»

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille cinq cents Euros (1.500.-EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux mandataires des parties comparantes, lesdits mandataires ont signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 novembre 2012. Relation: LAC/2012/52416. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 décembre 2012.

Référence de publication: 2012157992/91.

(120208376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2012.

Albert Schmit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8079 Bertrange, 117A, rue de Leudelange.

R.C.S. Luxembourg B 8.018.

—
EXTRAIT

Par décision du 28 novembre 2012, l'associée unique a décidé de renouveler:

- Madame Eva-Maria Bischoff, administrateur de sociétés, née à Magdebourg (Allemagne) le 2 septembre 1946, demeurant à L-8079 Bertrange, 14 rue Michel Lentz, dans son mandat d'administrateur unique de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017:

- Monsieur Christophe Schmit, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 31 mai 1979, dans son mandat de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017, et à cette occasion, elle a constaté son changement d'adresse de L-8079 Bertrange à L-1934 Luxembourg, 46 rue de Leudelange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012161455/17.

(120213969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Pure Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 173.169.

—
STATUTS

L'an deux mil douze, le vingt-deux novembre

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Vilcabamba S.à r.l., Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 67, An der Merzel à L-8350 Garnich, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.127,

2. Monsieur Guy Pourveur, né le 17 septembre 1963 à Anvers (Belgique), demeurant à L-1319 Luxembourg, 135, rue Cents,

3. Monsieur Bernard Pons, né le 22 avril 1977 à Liège (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, 3, Place du Lieutenant Callemeyn, Boîte 24,

4. Monsieur Patrick Vander Eecken, né le 22 avril 1970 à Renaix (Belgique), demeurant à B-6782 Guelff, 37, rue de la Source,

Les quatre ici représentés par Monsieur Benoit Lockman, demeurant professionnellement à L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon,

En vertu de quatre procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

5. Monsieur Frédéric Venditti, né le 7 mai 1982 à Liège (Belgique), demeurant à 3, rue des Herdiers, B - 6600 Bastogne.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de "PURE ESTATE S.A.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Windhof.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société peut acquérir, gérer, mettre en valeur, par location et de toute autre manière et, le cas échéant vendre des immeubles de toute nature, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société pourra également procéder à toute activité d'intermédiation de quelque nature que ce soit, à l'exception de tout ce qui est réglementé.

Elle assistera tout groupement de personnes, sociétaire ou non, dans son développement, organisation, et management. Elle réalisera notamment les études de marché et leur apportera tous les outils nécessaires à leurs prises de décisions.

La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement; elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société a également pour objet de rendre des services d'administration, d'organisation, de logistique ou encore d'informatique.

Elle pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, qui se rattachent, directement ou indirectement, à son objet social, en tout ou en partie.

Elle peut réaliser son objet, directement ou indirectement, en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet et de son but.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) représenté par trois mille cent (3.100) actions sans valeur nominale.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle. Le premier président sera nommé par l'assemblée générale.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement en votant à la majorité de chaque catégorie. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élira un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace. Le premier président sera nommé par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés de chaque catégorie. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Néanmoins, le président du conseil dispose d'un droit de veto sur toutes les décisions prises à la majorité mentionnée au paragraphe précédent. Lorsque le président utilisera son droit de veto, une nouvelle réunion du conseil délibérant sur le point ayant fait l'objet du veto pourra être convoqué dans les dix jours ouvrables. La décision de ce conseil ne pourra alors être approuvée qu'avec l'accord unanime des administrateurs restants.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Par gestion journalière, il faut entendre tout acte ou opération permettant à l'administrateur délégué d'exercer ses fonctions au quotidien, sans restriction de montant, et permettant à celui-ci d'engager la société notamment pour toute opération bancaire en ce compris l'ouverture et la fermeture de compte.

Exceptionnellement, le premier administrateur-délégué sera nommé par la première assemblée générale extraordinaire suivant la constitution.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 des statuts.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième jeudi du mois de mai à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Paiement

Les actions ont été souscrites comme suit par:

1. Vilcabamba S.à r.l., précitée: Six cent vingt actions	620
2. Monsieur Guy Pourveur, précité: Six cent vingt actions	620
3. Monsieur Bernard Pons, précité: Six cent vingt actions	620
4. Monsieur Patrick Vander Eecken, précité: Six cent vingt actions	620
5. Monsieur Frédéric Venditti, précité: Six cent vingt actions	620

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.300.- (mille trois cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

1. Monsieur Thierry Léonard, né le 23 avril 1975 à Bastogne (Belgique), demeurant à L-8350 Garnich, 67, an der Merzel,
2. Monsieur Bernard Pons, prénommé,
3. Monsieur Frédéric Venditti, prénommé.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions d'administrateur délégué:

Monsieur Frédéric Venditti, prénommé.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Troisième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Joeri STEEMAN, demeurant professionnellement à L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Quatrième résolution:

Le siège social de la société est fixé au 2, rue d'Arlon, L-8399 Windhof.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. LOCKMAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 novembre 2012. Relation: LAC/2012/56685. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 décembre 2012.

Référence de publication: 2012158463/189.

(120208769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

AGK Dental S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4551 Nieder Korn, 2C, rue des Ecoles.

R.C.S. Luxembourg B 80.653.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161449/10.

(120213947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Accumalux, Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.500.000,00.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 13.789.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 07 mai 2012.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale décide à l'unanimité des voix de:

- renouveler le mandat de réviseurs de HRT Révision pour un terme de un an venant à échéance à l'Assemblée Générale de l'an 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Kockelscheuer, le 07 mai 2012.

Pour la société

Monsieur Charles-Louis ACKERMANN / M. René ELVINGER

Président / Vice - Président

Référence de publication: 2012161443/17.

(120213039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

ARRI Rental Deutschland GmbH succursale Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5326 Contern, 2, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 95.121.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161475/10.

(120213616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 138.984.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-second day of November.

Before Us Maître Karine Reuter, notary residing in Pétange, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L., a company existing under the laws of Spain, having its registered office at Mestre Nicolau, 19, 08021 Barcelona, Spain, registered with the "Registre de la Chambre de Commerce de Barcelone" under number B373130 (the "Sole Partner"),

hereby represented by Mr. Jean-Michel Clinquart, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the Sole Partner of «METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.à.r.l.», a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138.984, incorporated by deed enacted by Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, on 23 May 2008, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1541 dated 20 June 2008, lastly amended by a deed enacted by Maître Karine REUTER, notary in Luxembourg, on 17 July 2012, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2137 dated 28 August 2012 (the "Company").

II.- That the 83,928,801 (eighty-three million nine hundred twenty-eight thousand eight hundred and one) share quotas having a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Partner expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 16,920,000.- (sixteen million nine hundred twenty thousand Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 83,928,801.- (eighty-three million nine hundred twenty-eight thousand eight hundred and one Euros) to EUR 100,848,801.- (one hundred million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and one Euros) by the issuance of 16,920,000 (sixteen million nine hundred twenty thousand) new share quotas with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, having the same rights and privileges as the existing share quotas, in favour of METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L.;

3. To accept subscription of the 16,920,000 (sixteen million nine hundred twenty thousand) new share quotas by METROINVEST EUROPEAN ASSETS

S.L. and to accept payment in full for such newly issued share quotas by a contribution in cash by METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L.;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment of article 6 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Partner of the Company has taken the following resolutions:

First resolution

It is resolved that the Sole Partner waives his right to the prior notice of the current meeting; the Sole Partner acknowledges being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Partner within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 16,920,000.- (sixteen million nine hundred twenty thousand Euros), so as to raise it from its current amount of EUR 83,928,801.- (eighty-three million nine hundred twenty-eight thousand eight hundred and one Euros) to EUR 100,848,801.- (one hundred million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and one Euros) by the issuance of 16,920,000 (sixteen million nine hundred twenty

thousand) new share quotas, (the "New Shares"), with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, having the same rights and privileges as the existing share quotas, to be fully paid up by a contribution in cash by the Sole Partner.

Third resolution

It is resolved to accept the subscription and payment by the Sole Partner of the New Shares.

Intervention - Subscription - Payment

There now appeared Mr Jean-Michel Clinquart, prenamed, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L., Sole Partner (the "Contributor"), by virtue of the aforementioned proxy.

The person appearing declared to subscribe, in the name and on behalf of the Sole Partner, for 16,920,000 (sixteen million nine hundred twenty thousand) New Shares having a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, and to make payment for such New Shares by a contribution in cash (the "Contribution in Cash") by the Sole Partner.

With respect to the Contribution in Cash, an amount of EUR 16,920,000.- (sixteen million nine hundred twenty thousand Euros) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L.: 100,848,801 (one hundred million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and one Euros) share quotas.

The notary acts that the 100,848,801 (one hundred million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and one Euros) share quotas, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution

In view of the above, it is resolved to amend article 6 of the articles of incorporation of the Company, to reflect the foregoing resolutions.

As a result, article 6 of the articles of incorporation shall as from now on read as follows:

" **Art. 6.** The capital is set at (one hundred million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and one Euros (EUR 100,848,801.-) divided into one hundred million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and one (100,848,801) share quotas of one Euro (EUR 1.-) each."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately 4.200.- €.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-deux novembre.

Par-devant Nous Maître Karine Reuter, notaire de résidence à Pétange, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L., une société existante selon les lois d'Espagne, ayant son siège social à Mestre Nicolau, 19, 08021 Barcelone, Espagne, enregistrée au Registre de la Chambre de Commerce de Barcelone sous le numéro B373130 ("Associé Unique"),

ici représentée par Monsieur Jean-Michel Clinquart, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La partie comparante, représentée de la manière décrite ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'Associée Unique de «METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.àr.l.», une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.984, constituée par acte notarié reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, le 23 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1541 du 20 juin 2008, modifié pour la dernière fois par un acte notarié reçu par Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg, le dix-sept juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2137 du 28 août 2012 (la "Société").

II.- Que les 83.928.801 (quatre-vingt-trois millions neuf cent vingt-huit mille huit cents et une) parts sociales d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de tous les points inscrits à l'ordre du jour sur lesquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 16.920.000,- EUR (seize millions neuf cent vingt mille euros) pour le porter de son montant actuel de 83.928.801,- EUR (quatre-vingt-trois millions neuf cent vingt-huit mille huit cent et un euros) à 100.848.801,- EUR (cent millions huit cent quarante-huit mille huit cent et un euros), par l'émission de 16.920.000 (seize millions neuf cent vingt mille) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes, au profit de METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L.,

3. Acceptation de la souscription de 16.920.000 (seize millions neuf cent vingt mille) nouvelles parts sociales par METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L. et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts par un apport en numéraire de METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L.;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification consécutive de l'article 6 des statuts de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée générale; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et accepte en conséquence de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 16.920.000,- EUR (seize millions neuf cent vingt mille euros), pour le porter de son montant actuel de 83.928.801,- EUR (quatre-vingt-trois millions neuf cent vingt-huit mille huit cent et un euros) à 100.848.801,- EUR (cent millions huit cent quarante-huit mille huit cent et un euros), par l'émission de 16.920.000 (seize millions neuf cent vingt mille) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes (les "Nouvelles Parts Sociales"), devant être libérée par un apport en numéraire de l'Associé Unique.

Troisième résolution

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales (l'"Apport").

Intervention de l'Apporteur - Souscription - Paiement

Intervient alors Monsieur Jean-Michel Clinquart, prénommé, agissant en tant que mandataire de METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L., Associé Unique (l'"Apporteur"), en vertu de la procuration ci-dessus mentionnée.

Le comparant déclare souscrire, au nom et pour le compte de l'Associé Unique, 16.920.000 (seize millions neuf cent vingt mille) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, et libérer intégralement ces Nouvelles Parts Sociales par un apport en numéraire (l'"Apport en Numéraire") de l'Associé Unique.

Eu égard à l'Apport en Numéraire, un montant de 16.920.000,- EUR (seize millions neuf cent vingt mille euros) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, la participation au capital social de la Société est désormais composée de:

- METROINVEST EUROPEAN ASSETS S.L.: 100.848.801 (cent millions huit cent quarante-huit mille huit cent et une) parts sociales.

Le notaire établit que les 100.848.801 (cent millions huit cent quarante-huit mille huit cent et une) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que la présente assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution

Au vu de ce qui précède, il est décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions qui précédent.

En conséquence, l'article 6 aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de cent millions huit cent quarante-huit mille huit cent et un euros (100.848.801,- EUR), représenté par 100.848.801 (cent millions huit cent quarante-huit mille huit cent et une) parts sociales d'un euro (1,- EUR) chacune."

Coûts

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de 4.200.- €.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: J.-M. CLINQUART, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15767. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETANGE, LE 4 décembre 2012.

Référence de publication: 2012158393/189.

(120208801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2012.

Areoto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 82.260.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 novembre 2012 que les mandats suivants ont été renouvelés:

- Monsieur Riccardo MORALDI, expert-comptable, demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg à la fonction d'administrateur et Président;

- Madame Orietta RIMI, employée-privée, demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg à la fonction d'administrateur;

- Monsieur Cristian CORDELLA, employé-privé, demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg à la fonction d'administrateur.

- La société PULPIT INC, ayant son siège social au PH Plaza 2000, 50th Street, PANAMA à la fonction de commissaire aux comptes.

Les mandats des administrateurs et du commissaire viendront à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012161468/21.

(120213172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Argenlux s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7769 Bissen, 2, route de Finsterthal.

R.C.S. Luxembourg B 169.520.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts sociales datant du 30 novembre 2012 que Monsieur Marcelo BARBIERI CAPPELLERE demeurant à 301, Arturo Prat U- 3758 Montevideo-a cédé 30 parts sociales qu'il détient dans la société ARGENLUX S.à r.l. à Monsieur José Luis CARDON E demeurant à 3601, Azucena Villaflor 550, Torre 1, C-1000-1499 Cdad de Buenos Aires (Argentine).

Après ladite cession, la répartition des parts sociales se présente de la manière suivante:

PORTARO Marcelo Andreas	10 parts sociales
BARBIERI CAPPELLERE Marcelo	60 parts sociales
CARDONE José Luis	30 parts sociales

Bissen, le 3 décembre 2012.

Pour ARGENLUX S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012161470/19.

(120213603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Aries Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 106.356.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Décembre 2012.

Aries Holding S.à r.l.

M.P. Galliver

Manager B

Référence de publication: 2012161474/14.

(120213702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Atiken Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 137.675.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ATIKEN LUX INVEST S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012161481/11.

(120213321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Azzurinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 133.352.

—
Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012161484/12.

(120213258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Art Works Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3241 Bettembourg, 24, rue Charles Jacquinet.
R.C.S. Luxembourg B 68.680.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161476/10.

(120213657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Baumann and Partners Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 142.296.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug

Es erhellt aus einer Urkunde von Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, am 26. November 2012, eingetragen in Luxemburg A.C., am 4. Dezember 2012, LAC/2012/57567, dass die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital «Baumann and Partners Sicav», in Liquidation, mit Sitz in L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison, die gegründet wurde gemäß notarieller Urkunde vom 20. Oktober 2008, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2619 vom 27. Oktober 2008. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 22. Dezember 2011, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 202 vom 25. Januar 2011, zu schließen.

Die Gesellschaft wurde in Liquidation gesetzt gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 27. Juni 2012, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 1905 vom 1. August 2012.

Die Unterlagen und Bücher der Gesellschaft während einer Dauer von fünf Jahren ab dem 26. November 2012, am Sitz der aufgelösten Gesellschaft in Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison, hinterlegt bleiben.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxemburg, den 12. Dezember 2012.

Référence de publication: 2012161494/21.

(120213934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

B.D.M. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 114.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161488/10.

(120213281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

B.D.M. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 114.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161487/10.

(120213280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Bem Servir S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3512 Dudelange, 157, avenue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 161.971.

Les comptes annuels au 31.12.11 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161495/10.

(120213859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Bru II Venture Capital Fund, S.C.A., Sicar, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 116.282.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012161507/10.

(120213389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Este Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-4963 Clémency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 164.243.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 29 Octobre 2012

L'assemblée des associés a pris les résolutions suivantes:

- Révocation de Monsieur Matthew Battaglia de son mandat de gérant de Este Europe SàRL, L – 4963 Clémency, 9 rue Basse, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012162411/14.

(120214597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Energylux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9690 Watrange, 17B, rue Abbé Welter.

R.C.S. Luxembourg B 159.745.

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 12/12/2012.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2012162404/13.

(120214116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Etablissement Trican S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 128.390.

Auszug der Beschlüsse des alleinaktionären vom 30. Oktober 2012

1. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder:

- Herr Werner WÜRGLER, wohnhaft in Nadelstraße 107, 8706 Meilen (Schweiz);
- Herr Pierre METZLER, wohnhaft in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;
- Herr François BROUXEL, wohnhaft in 128 B, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

werden bis zur nächsten Jahreshauptversammlung, die über den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 entscheidet, verlängert.

2. Das Mandat des Rechnungskommissars:

Grant Thornton Lux Audit S.A., mit Gesellschaftssitz in 83, Pafebruch, L-8308 Capellen, Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Sektion B Nummer 43298 wird bis zur nächsten Jahreshauptversammlung, die über den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 entscheidet, erneuert.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13. Dezember 2012.

Référence de publication: 2012162412/20.

(120215185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

EuroMedic Beteiligungen A.G., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 161.241.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires de la société tenue le 11 décembre 2012 que les administrateurs ALICE MANAGEMENT S.A. (R.C.S. Luxembourg B151921, 7, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg), BEATRICE MANAGEMENT S.A., (R.C.S. Luxembourg B151931, 7, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg) et CLAIRE MANAGEMENT S.A. (R.C.S. Luxembourg B151898, 7, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg) ont été remplacés par Monsieur Gabor Kacsoh (résident professionnellement à 7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg) avec effet immédiat.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société tenue le 11 décembre 2012 que (i) le commissaire aux comptes VERIDICE S.à r.l., société à responsabilité limitée, R.S.C. Luxembourg B154843, ayant son siège social au 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg a été remplacé par CONCLIUUM S.à r.l., société à responsabilité limitée, R.S.C. Luxembourg B161634, ayant son siège social au 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, avec effet à partir du 3 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012162386/21.

(120215000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

EECF Istra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 112.550.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Pour EECF Istra S.à r.l.

Représenté par M. Stéphane Hépineuze

Gérant

Référence de publication: 2012162394/13.

(120214453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

EECF Istra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 112.550.

EXTRAIT

Veuillez être informé que l'adresse de M. Thierry Marie Baudon, gérant, a changé et est désormais la suivante:

161, Brompton Road

SW3 1EX Londres

Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2012.

Stéphane Hépineuze

Gérant

Référence de publication: 2012162395/17.

(120214485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Esplanade Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 132.870.

Résumé du contrat de cession de parts du 06.09.2012

En date du 6 septembre 2012, avec effet au 14 septembre 2012, les associés de la société Esplanade Ventures S.à r.l. ont signé un contrat de cession/achat de parts ayant le teneur suivante:

Les actionnaires suivants, chacun détenteur de 1.875 (mille huit cent soixante-quinze) parts:

- Didier Michel TANDY, résidant au Royaume Uni, né le 30.08.1959,
- Stephen Paul MC BRIDE, résidant au Royaume Uni, né le 16.01.1957,
- CRAFTGLEN LIMITED, avec siège à Windsor House, 5 St Andrews House, Leeds, LS3 1JY, enregistré au registre de commerce de sous le numéro 01777829,

- Blairston Trading S.A., avec siège au 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg;

ont décidé de vendre la totalité des parts qu'ils détiennent à l'associé Scarborough International Holdings B.V., une société de droit néerlandais, avec siège au 123 Frederik Roeskestraat, 1076EE, Amsterdam (Pays-Bas), enregistrée au Registre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34257688.

Suite à cette cession, la société Scarborough International Holdings B.V., détenant préalablement à la signature de ce contrat 5.000 parts, détient à présent la totalité des parts sociales de la société Esplanade Ventures S.à r.l., soit 12.500 (douze mille cinq cents).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2012162381/24.

(120214129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Financière Forêt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.322.025,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 111.888.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 15 octobre 2012, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des gérants suivants:

- Benoît Chéron, Gérant de type B, avec adresse au 12, Rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg
- Alexandre Prost-Gargoz, Gérant de type B, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Dominique Robyns, Gérant de type B, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Michel Paris, Gérant de classe A, avec adresse au 232, Rue de Rivoli, 75001 Paris, France
- Fabrice Fouletier, Gérant de type B, avec adresse au 232, Rue de Rivoli, 75001 Paris, France

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

2. Renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2012.

Référence de publication: 2012162423/23.

(120214533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Financière de Saint Jacques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 137.435.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162422/10.

(120214120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Maega S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 40.180.

Résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg en date du 06 décembre 2012:

Le mandat des administrateurs, de l'administrateur délégué et du commissaire aux comptes étant arrivé à leur terme, l'assemblée a décidé de nommer jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clôturant au 31/12/2016:

- Monsieur Luca Simona, consultant, demeurant professionnellement à CH - 6900 Lugano, 9E via Peri, en qualité d'administrateur.
- Director S.à.r.l., une société avec siège social à L-2213 Luxembourg, 16 rue de Nassau, en qualité d'administrateur.
- Monsieur Marc VAN HOEK, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2213 Luxembourg, 16 rue de Nassau, en qualité d'administrateur.
- Luxfiducia S.à.r.l., avec son siège social au 16, rue de Nassau L-2213 Luxembourg, en qualité de commissaire aux comptes.

Résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 06 décembre 2012:

Le conseil d'administration a nommé M. Luca SIMONA, consultant, domicilié professionnellement au 9E via Peri CH - 6900 Lugano, en qualité d'Administrateur -Délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012161852/21.

(120213459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Mortgage Opportunities I Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 89.780,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 138.961.

Rectificatif du dépôt L 120207247

Les comptes annuels de Mortgage Opportunities 1 Lux S.à r.l. B138961 au Décembre 31, 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mortgage Opportunities 1 Lux S.à r.l.

Référence de publication: 2012161849/12.

(120213871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Maflo, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 160.278.

Les comptes annuels au 31.12.11 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161855/10.

(120213858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Mohawk Foreign Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 147.820.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse de M. Brendan Mc Gill, gérant de classe A de la société, a fait l'objet d'un changement et est désormais la suivante:

160 S. Industrial Blvd, Calhoun

Georgia 30701

United States of America

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012161845/15.

(120213146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

K5 Holdings A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 156.042.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire en date du 10 décembre 2012

1. Mme Julia VON DEM KNESEBECK a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 10 décembre 2012.

2. M. Gregor VON DEM KNESEBECK a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 10 décembre 2012.

3. Dr. Rosemarie VON DEM KNESEBECK, née à Stuttgart (Allemagne), le 21 septembre 1947, demeurant à Gabriel-von-Seidl-Straße 2, D-82031 Grunwald, a été nommée comme administrateur avec effet au 10 décembre 2012 pour une durée indéterminée

Luxembourg, le 12.12.2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour K5 Holdings A.G.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2012161802/17.

(120213582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

May Fixation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7526 Mersch, 17A, allée John W. Léonard.

R.C.S. Luxembourg B 82.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 11 décembre 2012.

Référence de publication: 2012161866/10.

(120213464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Mohawk Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 146.953.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse de M. Brendan Mc Gill, gérant de classe A de la société, a fait l'objet d'un changement et est désormais la suivante:

160 S. Industrial Blvd, Calhoun

Georgia 30701

United States of America

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2012161844/15.

(120213176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Microfinance European Rolling Loans Fund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 131.858.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique du 11 décembre 2012

En date du 11 décembre 2012, l'actionnaire unique de la Société a décidé comme suit:

- de renouveler les mandats de Hille-Paul Schut, Richard Brekelmans and Johan Dejang en tant qu'Administrateurs de la Société, et ce avec effet rétroactif au 16 août 2012 et jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Associés qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012161843/16.

(120213184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Melchior CDO I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 79.144.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Décembre 2012.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2012161835/13.

(120213133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Metis Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.012.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 163.315.

Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 11 décembre 2012

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Monsieur Eric LECHAT en qualité de gérant de classe B de la Société et ce avec effet au 15 novembre 2012;

- de nommer:

* Monsieur Jorrit CROMPVOETS, né le 16 mai 1976 à Voorst, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de gérant de classe B de la Société et ce avec effet au 15 novembre 2012 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Jan Willem OVERHEUL

Gérant de classe B

Référence de publication: 2012161842/19.

(120213590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Mallard S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 72.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2012161861/13.

(120213442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Maxim Pasta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4050 Esch-sur-Alzette, 23-25, rue du Canal.
R.C.S. Luxembourg B 72.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2012161865/10.

(120213993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

MD SKIN Solutions Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 148.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2012.

Signature
Le Gérant

Référence de publication: 2012161867/12.

(120213682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

LM Trust S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 132.926.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'Assemblée Générale de la Société en date du 11 décembre 2012 que:

- a. Le siège social de la Société est transféré du 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet au 11 décembre 2012.
- b. Les démissions de M. Pierre Goffinet, M. Dominique Fontaine et M. Laurent Mengal en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 11 décembre 2012 sont acceptées.
- c. M. Patrice Gallasin, né le 9 décembre 1970 à Villers-Semeuse, France et avec adresse professionnelle au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg est nommé administrateur unique de la Société avec effet au 11 décembre 2012 pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2017.
- d. La démission de la société Stratego International S.à r.l. en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au 11 décembre 2012 est acceptée.
- e. La société, Wise Services S.à r.l., avec siège social au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous numéro B 137.823, est nommée commissaire aux comptes de la Société avec effet au 11 décembre 2012 pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012161820/27.

(120213405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Lecorsier Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 112.760.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012161816/10.

(120213688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Les Vieux Oliviers, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.484.

Extrait des décisions du gérant prises en date du 17 octobre 2012

Décision

Conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et par les statuts, le Gérant décide:

1. de procéder au transfert du siège social actuel, le 49 rue Glesener à L-1631 Luxembourg, vers le 128, Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg.
 2. de rendre ce transfert effectif à compter de la date de ce procès-verbal.
- l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée

Signature
Gérant

Référence de publication: 2012161818/17.

(120213183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Marsch & McLennan Companies Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 171.057.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 26 novembre 2012

Mme Pauline Haggerty, née à Mitcham, United Kingdom, le 29 mai 1949, résidant au 17, Totham Hill Green, GB - CM9 8DX Great Totham, Essex, a démissionné de son mandat de gérant ayant un pouvoir de signature B avec effet au 21 novembre 2012.

Le conseil de gérance se compose avec effet au 21 novembre 2012 comme suit:

- M. Claude Weber, né à Luxembourg, le 24 avril 1960, résidant à L-7263 Helmsange, 12, rue de la Libération, gérant ayant un pouvoir de signature A;
- M. Pierre Metzler, né à Luxembourg, le 28 décembre 1969, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, gérant ayant un pouvoir de signature A;
- Mme Karen Farrell, née à Bronx, New York, USA, le 21 février 1956, résidant au 635, W 42nd St., USA - 10036 New York, gérant ayant un pouvoir de signature B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012161832/20.

(120213580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Metis Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 163.323.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 10 décembre 2012

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Monsieur Eric LECHAT en qualité de gérant de classe B de la Société et ce avec effet au 15 novembre 2012;

- de nommer:

* Monsieur Jorrit CROMPVOETS, né le 16 mai 1976 à Voorst, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de gérant de classe B de la Société et ce avec effet au 15 novembre 2012 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Jan Willem OVERHEUL

Gérant de classe B

Référence de publication: 2012161841/19.

(120213292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Mohawk Unilin Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 160.328.

—
Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse de M. Brendan Mc Gill, gérant de classe A de la société, a fait l'objet d'un changement et est désormais la suivante:

160 S. Industrial Blvd, Calhoun

Georgia 30701

United States of America

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012161873/15.

(120213113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Retail Equity Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 107.575.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 4 décembre 2012

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Maurizio Borletti, entrepreneur, demeurant 10 Hannover Street à Londres, de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Gerard van Hunen, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 4 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012162830/18.

(120214712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Silverdal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: SEK 120.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 172.659.

—
Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la société en date du 5 Décembre 2012.

L'Associé Unique prend acte du contrat de cession de parts sociales daté du 5 décembre 2012, conclu entre l'Associé Unique de la Société Curzon Capital Partners III S.à r.l. une société à responsabilité limitée régie par les lois du droit Luxembourgeois, dont le siège social se situe à 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce sous le matricule B160.909 et Capman Nordic Real Estate Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du droit Luxembourgeois, dont le siège social se situe à 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce sous le matricule B170.033 et décide d'accepter le transfert des 11 Parts Sociales de Catégorie B-1 ainsi que le transfert de le transfert des 1 Parts Sociales de Catégorie B-2.

En conséquence, les parts sociales de ladite Société sont détenues de la manière suivante:

- 99 Parts Sociales de classe A-1 sont détenues par Curzon Capital Partners III S.à r.l.
- 9 Parts Sociales de classe A-2 sont détenues par Curzon Capital Partners III S.à r.l.
- 11 Parts Sociales de classe B-1 sont détenues par Capman Nordic Real Estate Investment S.à r.l.
- 1 Parts Sociales de classe B-2 sont détenues par Capman Nordic Real Estate Investment S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Curzon Capital Partners III S.à r.l.

Yves Barthels

Manager A

Référence de publication: 2012162851/27.

(120214362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Rebelo's 75, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7446 Lintgen, 24, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 158.889.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162825/9.

(120214432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

RigNet Global Holdings, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 646.736,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 169.270.

—
Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 7 décembre 2012 que Monsieur Martin Leon Jimmerson a démissionné de sa position de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 7 décembre 2012.

Il est proposé de nommer en remplacement en tant que nouveau gérant de catégorie A, Monsieur Oyvind Folge, né le 29 décembre 1968 à Ålesund, Norvège, résidant professionnellement au Maskinveien 24, 4033 Stavanger, Norvège, avec effet au 7 décembre 2012 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Oyvind Folge comme gérant de catégorie A de la Société;
- Mark Burton Slaughter comme gérant de catégorie A de la Société;
- Douwe Terpstra comme gérant de catégorie B de la Société;
- David Catala comme gérant de catégorie B de la Société; et
- Ingrid Cernicchi comme gérante de catégorie B de la Société.

Le 13 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2012162815/22.

(120215137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Rockspring TransEuropean Properties V Swiss S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 173.234.

—
Extrait des contrats de cession de parts de la Société

En vertu de l'acte de transfert des parts qui avait pris effet à partir de 11 décembre 2012.

- Rockspring TransEuropean Properties V S.à r.l, ayant son siège social à 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a transféré toutes ces 500 parts sociales

Ce transfert été effectué comme suit:-

- Rockspring TransEuropean Properties V Holdings S.à r.l, ayant son siège social à 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, ont acquis 500 parts sociales

Les parts sociales de la Société sont réparties comme suit-

- Rockspring TransEuropean Properties V Holdings S.à r.l, 500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Pour la Société

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012162816/22.

(120214233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Rodange B Lotissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z.I. Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 142.651.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2012162817/10.

(120214303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.

Economic Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 161.826.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012162390/9.

(120215128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2012.
